



# Dimitra Bulletin

GENRE, FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT

- 🎯 **Améliorer la nutrition**
- 🎯 **Les jeunes en milieu rural**



## Sommaire

### Nutrition

- 3 | Tchad – Quand l'accès des femmes à la terre améliore la nutrition
- 4 | Un accès sûr à l'énergie pour tous
- 6 | Malawi – Diversification de l'agriculture et enjeux nutritionnels
- 7 | Guinée-Conakry – Mécanisation des tâches traditionnelles pour lutter contre la pauvreté rurale
- 8 | Guinée-Conakry – Des informations sur Ebola qui sauvent la vie
- 9 | Afrique de l'Ouest – Réponse au VIH/SIDA pour et avec les communautés de pêche
- 10 | Sénégal – Des jeunes à l'école du genre : l'expérience de Baamtaaré Sukabé Guédé
- 12 | Série Portraits – Tiné Ndoye, présidente du Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal
- 14 | Expo Milan 2015 – « Nourrir la Planète, Énergie pour la Vie »
- 15 | Guinée-Conakry – Femmes et jeunes dans la protection de l'environnement
- 16 | Éthiopie – Les groupes d'auto-assistance, un tremplin pour la participation des femmes rurales à la prise de décision
- 17 | Cameroun – Miser sur les jeunes pour la relance de l'agriculture
- 18 | RD Congo – Vers une autonomisation des jeunes non scolarisés
- 19 | RD Congo – Sécurité alimentaire et droits des femmes au Kasai Oriental
- 20 | Les Clubs Dimitra en bref
- 22 | Vidéo sur les Clubs Dimitra au Niger
- 23 | Publications FAO et Ressources



## Editorial

Amies lectrices, amis lecteurs,

Les dernières éditions du Bulletin Dimitra ont permis de montrer combien les Clubs Dimitra peuvent obtenir des résultats étonnants en termes d'auto-prise en charge des communautés rurales et de changements de comportements dans des domaines variés tels l'agriculture, la nutrition, les relations hommes/femmes, etc. Aujourd'hui, avec ce numéro, nous avons souhaité vous donner la parole à vous, amies lectrices et lecteurs, à l'image de ce que le bulletin a fait pendant longtemps.

Ainsi, un appel a été lancé auprès des partenaires du Réseau Dimitra afin de recueillir et mettre en valeur des expériences et approches intéressantes de développement rural sensibles au genre et dans lesquelles les personnes et la participation occupent un rôle central. Nombreux sont ceux et celles qui ont répondu à notre appel. Un grand merci à tous pour vos contributions!

Vous trouverez donc dans ce numéro une série d'articles sur des thèmes très variés mais qui ont tous en commun la volonté d'améliorer les conditions de vie des populations rurales, en particulier en Afrique. Il est intéressant de noter que deux aspects ressortent avec force de cette variété thématique: la nutrition et le rôle des jeunes, deux aspects du développement qui sont aussi au cœur des activités de la FAO.

Le bulletin s'ouvre avec plusieurs articles touchant à des questions fondamentales pour améliorer la nutrition. Au Tchad, la FAO collabore avec les autorités administratives et traditionnelles pour mettre en œuvre une approche novatrice afin d'améliorer l'accès des femmes aux terres fertiles, une recette gagnante pour améliorer la vie des familles rurales. Une autre initiative visant le même but est ensuite présentée, cette fois en lien avec l'accès sûr aux combustibles et à l'énergie (SAFE) et à l'utilisation de foyers améliorés à bon rendement énergétique. Au Malawi, c'est sur une agriculture tenant compte des enjeux nutritionnels que la FAO a décidé de se concentrer depuis plusieurs années.

Qu'il s'agisse du domaine de la santé, en particulier Ebola et le VIH/SIDA, de l'agriculture, de la pêche, de la protection de l'environnement, de l'action collective, de l'éducation ou de l'autonomisation, de nombreux partenaires ont décidé de miser sur les jeunes. Les estimations récentes des Nations Unies indiquent qu'en Afrique, 61 pour cent de la population a moins de 24 ans. Il est indispensable d'appuyer ces jeunes qui seront bientôt responsables de nourrir une population mondiale devant atteindre 9,7 milliards en 2050.

Porter une attention marquée sur les enfants et les jeunes est indispensable, notamment en ce qui concerne leurs rôles dans l'agriculture, la lutte contre la faim et l'amélioration de la nutrition à travers la planète. Une série d'articles des partenaires du Réseau Dimitra décrivent des initiatives dans ce domaine et dans divers pays, depuis la Guinée Conakry, l'Éthiopie, le Sénégal jusqu'au Cameroun et la RD Congo.

Cette fois, notre série « Portrait de femmes » présente la Sénégalaise Mme Tiné Ndoye, « une citadine qui a choisi la campagne ». Une femme engagée depuis 1979 dans l'agriculture biologique durable et les questions de parité hommes/femmes en milieu rural et qui est aujourd'hui Présidente du Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal (RNFRS). Nous l'avons rencontrée dans le cadre de l'Exposition Universelle de Milan qui met en valeur jusqu'en octobre 2015 le savoir-faire technique de 140 pays en matière de sécurité alimentaire et de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Enfin, le bulletin se termine par une nouvelle rubrique intitulée « Les Clubs Dimitra en bref » qui présente des informations factuelles sur les activités menées dans les différents projets de Clubs Dimitra, au Niger, au Burundi et en RD Congo. On y trouvera également un lien Internet vers une nouvelle vidéo de 6 minutes sur les Clubs Dimitra au Niger et leurs résultats dans le domaine de l'accès à l'eau et à la terre.

Bonne lecture du bulletin!

Rob Vos

Leader du Programme stratégique pour la réduction de la pauvreté rurale

### CONTACTEZ-NOUS

#### FAO-Dimitra

c/o FAO-ESP  
Viale delle Terme di Caracalla  
00153 Rome  
Italie

Christiane MONSIEUR, *Coordinatrice Dimitra*  
Yannick DE MOL, *Chargé de projet*  
Mauro BOTTARO et Christine LEGAULT,  
*Spécialistes genre, information et communication*  
dimitra@fao.org – [www.fao.org/dimitra](http://www.fao.org/dimitra)

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2015

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Avec le soutien financier  
du Service Public Fédéral des  
Affaires Étrangères, Commerce  
Extérieur et Coopération au  
Développement (DGD) Belgique.



# Tchad | Quand l'accès des femmes à la terre améliore la nutrition

Au Kanem, dans l'ouest du Tchad, la FAO et ses partenaires ont mis en œuvre dès 2011 une approche novatrice pour lutter contre la malnutrition chronique qui frappe cette région. Particularité de l'approche : améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en facilitant l'accès au foncier des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, en collaboration avec les autorités locales et traditionnelles.

Dans la région du Kanem, la malnutrition chronique est plus élevée que dans le reste du pays. L'insécurité alimentaire, dont les femmes et les enfants sont les premières victimes, est due à la fois au manque de disponibilité vivrière (production agricole réduite, notamment à cause des conditions climatiques défavorables), aux faibles revenus limitant l'achat d'aliments et à une mauvaise utilisation de ceux-ci.

Depuis 2010, la FAO œuvre à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables dans cette région. L'appui à la culture maraichère, la recapitalisation du cheptel de case et le petit commerce ont permis d'atteindre des résultats encourageants et les bonnes pratiques identifiées ont été partagées dans d'autres départements du Kanem. Grâce à plusieurs financements successifs (notamment de l'Union Européenne, du Bureau d'assistance aux catastrophes à l'étranger des Etats-Unis-OFDA, de la France, de la Finlande, de la Suède et de la Belgique), la FAO et ses partenaires se sont impliqués sur le long terme et ont réussi à améliorer la production maraichère et la situation nutritionnelle dans cette région.

Les activités de la FAO ont été mises en œuvre dans les domaines suivants :

- diversification de la production ;
- amélioration de l'accès à la terre ;
- amélioration de l'accès à l'eau ;
- protection des cuvettes oasiennes contre l'ensablement ;
- éducation nutritionnelle et ;
- appui à des activités génératrices de revenus.

## L'accès au foncier

Au Kanem, les familles rurales les plus pauvres qui vivent essentiellement de l'agriculture ont un accès limité aux terres irrigables des oasis les plus fertiles. Elles doivent se contenter de cultiver du mil sur les dunes de sable.

Dès 2011, la FAO s'est engagée afin d'améliorer l'accès de ces familles à la terre, grâce à une approche novatrice qui se déroule selon les étapes suivantes :

\* Par le biais de ses animateurs de terrain et en discussion avec le chef de village, la FAO identifie les populations vulnérables bénéficiaires et les accompagne dans leur organisation en groupe, et sa reconnaissance administrative.



\* En parallèle, après avoir obtenu l'aval du Sultan du Kanem, la mise à disposition de terres est négociée entre la FAO, le chef de terre et le chef de village et, plus tard, le propriétaire de la parcelle. L'intérêt pour le propriétaire de prêter une parcelle sera l'aménagement (forage et système d'irrigation) et la mise en valeur de celle-ci.

\* Une fois que la parcelle est identifiée, la FAO vérifie la qualité du sol, la profondeur de la nappe phréatique et le nombre d'arbres, ceux-ci ne pourront être enlevés ou plantés dans le cadre de cet accord.

\* Un mémorandum de prêt peut alors être signé entre le groupement (de femmes ou d'hommes) et le propriétaire. En 2011, les premiers prêts étaient prévus pour 5 ans, aujourd'hui, les accords passés portent sur une durée de 10 ans.

\* La FAO accompagne et finance le forage par un entrepreneur local (selon une technique éprouvée) et l'installation d'une motopompe, ainsi que la mise en place, par un partenaire local, d'un système d'irrigation performant.

\* Des activités de formation à la vie associative, aux techniques maraichères et des activités d'éducation nutritionnelle (par des partenaires locaux et par l'Office National de Développement Rural) complètent ce processus, permettant d'offrir un accès sécurisé à des terres fertiles aux femmes et aux hommes les plus marginalisés.

Illustration du succès rencontré, le processus développé par la FAO depuis 2011 a depuis été répliqué par plusieurs partenaires locaux.

## Des résultats remarquables

Cette approche innovante a permis d'augmenter la production alimentaire destinée à la consommation ménagère et à la vente. Les femmes et les hommes des groupements ont aujourd'hui accès à des espaces cultivables et fournissent à leurs familles une alimentation accrue en quantité, grâce à une plus grande disponibilité financière ; diversifiée, grâce à l'autoconsommation et équilibrée, grâce à une meilleure connaissance de la nutrition.

Le score de diversité alimentaire des ménages (SDAM) s'est amélioré chez les bénéficiaires du projet, en particulier pour les enfants de ces ménages qui présentent des périmètres brachiaux supérieurs à la moyenne.

Les activités ont également permis aux communautés de développer de nouvelles techniques de transformation et d'introduire avec succès des légumes tels que la betterave et la carotte dont la consommation ne faisait pas partie des habitudes alimentaires traditionnelles des ménages.

\* Pour en savoir plus, contacter :  
Rémy Courcier: [Remy.Courcier@fao.org](mailto:Remy.Courcier@fao.org)  
Molengar Ngondo: [Molengar.Ngoundo@fao.org](mailto:Molengar.Ngoundo@fao.org)

# Un accès sûr à l'énergie pour tous

Près de trois milliards de personnes dans le monde utilisent le bois, le charbon, le charbon de bois ou les déchets animaux comme sources de combustible pour la cuisson des aliments et le chauffage. La collecte des combustibles – en particulier le bois de feu – est souvent à la charge des femmes et des filles et peut se révéler une tâche ardue et lourde, parfois même dangereuse. La récolte de ressources ligneuses rares dégrade considérablement l'environnement et n'est pas durable. Face à ces défis, la FAO encourage l'utilisation de foyers améliorés à bon rendement énergétique ainsi que les activités de reboisement et les activités de subsistance qui peuvent remplacer la production et la vente de bois de feu, en particulier pendant les crises et les situations d'urgence prolongées.

Assurer l'accès à l'énergie durant les crises prolongées exige des solutions qui permettent de faire à face à de multiples problèmes en même temps. Premièrement, la collecte et la production à grande échelle de combustibles ligneux réduisent souvent les ressources forestières et

entraînent la dégradation des forêts, qui peut à son tour intensifier l'érosion des sols, la désertification et les catastrophes dues à des risques naturels. Deuxièmement, les femmes et les enfants qui parcourent de longues distances à pied pour ramasser du bois de feu sont exposés à toutes sortes de violence, notamment le harcèlement, l'agression ou le viol. Troisièmement, l'accès limité au combustible pour la cuisine peut amener les femmes dans les ménages pauvres et vulnérables à sauter des repas, à cuire insuffisamment les aliments ou à troquer ou vendre des denrées alimentaires pour obtenir du combustible. Quatrièmement, les foyers trois pierres sont utilisés couramment pour cuisiner dans les zones rurales et produisent de grandes quantités de fumées toxiques qui exposent les femmes et les enfants à des maladies respiratoires mortelles. Enfin, la collecte de bois de feu et la production de charbon de bois sont des activités de subsistance risquées et non durables. A cause des méthodes de cuisson inefficaces utilisées comme celle des foyers trois pierres, les ménages consacrent au bois plus de temps et d'argent que s'ils avaient accès à des techniques améliorées de cuisson.

Afin de relever ces défis, la FAO œuvre pour que les ménages vulnérables aient accès à un combustible viable, à des techniques plus propres et plus sûres, susceptibles de réduire de manière significative les quantités de bois nécessaires pour cuisiner et de gérer plus efficacement les ressources naturelles.

## Foyers améliorés en terre au Darfour

Après plus d'une décennie de conflits et de crises prolongées, la région du Darfour (Soudan occidental) continue d'être le siège de conflits, de crises et de déplacements qui y sont liés. La collecte du bois de feu est l'une des principales raisons pour lesquelles les femmes sortent des camps de réfugiés, mettant ainsi leur vie en danger.

C'est notamment pourquoi la FAO, avec d'autres organisations, encourage depuis les années 90 l'utilisation dans la région de foyers améliorés en terre. Dans ce cadre, des femmes ont suivi une formation afin qu'elles puissent former à leur tour d'autres personnes à la fabri-

cation et à l'entretien de ces foyers, ainsi qu'à des pratiques de cuisson efficaces.

Aujourd'hui, près de 99 pour cent des femmes ciblées utilisent couramment les foyers en terre. Ces femmes font état de 50 pour cent d'économies par rapport à l'utilisation d'autres combustibles (charbon ou bois) et d'une réduction importante du temps passé à ramasser du bois de feu. Grâce aux foyers à bon rendement énergétique, l'environnement est plus sain, l'exposition aux maladies respiratoires et oculaires liées à la fumée est moindre, et les départs de feu ou les risques de brûlures chez les enfants sont moins nombreux. Les femmes sont aussi moins exposées au harcèlement, à l'agression, au viol ou à d'autres formes de violence.

Les groupes de femmes de la région ont joué un rôle fondamental dans la diffusion du message concernant les foyers améliorés et les façons d'économiser les combustibles. Elles ont apporté leur soutien à la mobilisation et au suivi de la participation au niveau des camps de réfugiés et des communautés. Ce processus a entraîné l'émergence de nouvelles femmes leaders. Grâce à l'apprentissage par la pratique, de nombreuses femmes sont maintenant capables d'enseigner à d'autres femmes comment fabriquer des foyers, et peuvent appliquer ces compétences dans d'autres disciplines.

## Expériences dans le Soudan du Sud

L'expérience réussie au Darfour a inspiré un autre projet de la FAO destiné à répondre aux besoins de communautés dans le comté de Yei (Soudan du Sud) où l'un des principaux problèmes identifiés était le manque de combustible pour la cuisine. La FAO s'est attaquée à ce problème en 2013 dans le cadre d'un projet financé par le Japon, en étroite collaboration avec un partenaire local, le Centre de formation forestière de Kagelu (KFTC). Les communautés ont choisi elles-mêmes vingt femmes destinées à suivre une formation sur la production de foyers en terre à bon rendement énergétique, en tant qu'activité génératrice de revenus. Pendant le projet, elles ont construit 1 500 foyers améliorés qui ont été livrés à 1 500 ménages vulnérables.

## Safe Access to Fuel and Energy (SAFE) – Accès sûr aux combustibles et à l'énergie

Dans le cadre de l'initiative Accès sûr aux combustibles et à l'énergie (SAFE), la FAO s'est engagée dans des partenariats avec d'autres organisations des Nations unies dont le Programme alimentaire mondiale (PAM) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et des organisations non gouvernementales. SAFE a été créé à l'origine dans le but de définir les actions susceptibles de réduire l'exposition aux violences sexuelles, de contribuer à la protection et d'alléger le fardeau des populations qui sont chargées de la collecte du bois dans les contextes humanitaires dans le monde. Aujourd'hui, les projets et les activités SAFE sont coordonnés par l'intermédiaire d'un comité directeur, présidé par l'Alliance mondiale pour des fourneaux propres et la Commission des femmes pour les réfugiés, qui comprend la FAO, le PAM, UNHCR, Mercy Corps et International Lifeline Fund. La raison d'être de SAFE est d'agir face au fait que plus d'un tiers de la population dans le monde est tributaire des combustibles traditionnels – bois, charbon, déjections animales et déchets agricoles – pour leurs besoins en énergie. Ces combustibles sont utilisés pour cuire les repas, chauffer les maisons et les abris et éclairer les communautés. L'accès à l'énergie pose à ces populations des défis nombreux, souvent dangereux, et non-durables qui s'aggravent dans les crises prolongées et les situations d'urgence complexes.





Une femme fabrique son propre foyer en terre.

© FAO/Soudan

Les foyers ont été construits à partir de modèles modulables qui ont été développés avec la participation des femmes. Pour répondre à leurs souhaits, ils ont été conçus de manière à pouvoir utiliser à la fois du bois de feu et du charbon; des modèles fixes et des modèles portables ont été élaborés. Les foyers fixes ont été construits directement dans les maisons, souvent assortis d'une cheminée pour évacuer la fumée hors de la maison. Les participantes ont d'abord appris en observant le processus de production; elles ont ensuite construit les foyers elles-mêmes avant d'apprendre à transmettre aux autres comment utiliser le four. Pendant la formation, les femmes ont appris à fabriquer des briques de boue, à les utiliser pour construire des foyers et une base solide pour ceux-ci, à faire l'entretien des foyers et à mieux gérer les ressources en bois.

Le projet a non seulement permis de réduire les besoins en combustibles en améliorant l'efficacité énergétique dans la cuisson, mais a également contribué à accroître la disponibilité de bois de feu. Des hommes et des femmes ont été sélectionnés dans les communautés pour participer à un programme de formation de formateurs sur les techniques d'agroforesterie et de création de pépinières, afin qu'ils puissent à leur tour former d'autres agriculteurs. La création de groupes – de femmes en

particulier – pour la mise en place et la gestion de pépinières a été encouragée. Un manuel de formation simple sur les techniques d'agroforesterie a aussi été élaboré.

#### Enseignements tirés de l'expérience

Au Soudan du Sud, les femmes qui utilisaient les fourneaux ont constaté une réduction de la quantité de bois nécessaire pour la cuisson, une diminution de la fumée ainsi que du temps de cuisson. La stabilité des foyers, contrairement à ceux à trois pierres, permet aux femmes de se consacrer à d'autres activités, y compris l'agriculture, tout en laissant les aliments mijoter sur le feu sans danger. Les femmes ont aussi appris comment utiliser correctement les foyers et appris à apprécier la saveur et l'odeur des aliments cuits sur ces foyers à briques crues. Elles ont aussi indiqué qu'elles passent désormais moins de temps à nettoyer après la cuisson.

Toutefois, des problèmes persistent. La distance parcourue par les femmes pour ramasser du bois de feu reste toujours importante à cause de l'épuisement des ressources. Il faut donc accorder une plus grande attention aux activités de reboisement, même si elles n'apporteront pas de solution immédiate. Bien qu'il ne soit plus utilisé pour la cuisson des principaux repas, le foyer trois pierres est

encore utilisé pour faire bouillir l'eau, griller le manioc ou tout simplement comme lieu de rencontre.

Les expériences au Soudan du Sud et au Darfour montrent qu'une attention particulière aux questions énergétiques permet de réduire les pressions causées par l'épuisement des ressources naturelles et les menaces liées à la sécurité qui y sont associées, et ainsi alléger le fardeau disproportionné qui pèse sur les femmes. Donner la parole aux femmes lors de la planification des interventions permet de trouver des solutions aux défis multiples auxquels sont confrontées les communautés, tout en contribuant à un développement plus résilient.

#### \* Pour en savoir plus, contacter :

Unna Mustalampi  
[Unna.Mustalampi@fao.org](mailto:Unna.Mustalampi@fao.org)  
 Andreas Thulstrup  
[Andreas.Thulstrup@fao.org](mailto:Andreas.Thulstrup@fao.org)

Vidéo : Safe Access to Fuel and Energy  
[www.youtube.com/watch?v=EPw\\_7S7nvnM](http://www.youtube.com/watch?v=EPw_7S7nvnM)

# Malawi | Diversification de l'agriculture et enjeux nutritionnels

Depuis 2011, la FAO met en œuvre dans les districts de Kasungu et Mzimba un projet mettant en avant une agriculture tenant compte des enjeux nutritionnels. Intitulé « Améliorer la diffusion des politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition (IFSN) », ce projet mené en collaboration avec le gouvernement du Malawi, cible principalement les petits exploitants agricoles et est centré sur des activités d'amélioration de la sécurité alimentaire et d'éducation nutritionnelle bénéficiant surtout aux nourrissons et jeunes enfants.



© FAO/Ivan Griff

Une mère présente une bouillie à base de maïs lors de sa remise de diplôme.

## Éducation nutritionnelle au niveau communautaire

Pendant les sessions d'éducation nutritionnelle et les démonstrations culinaires participatives, de nombreuses personnes, dont les mères de famille, ont compris que l'état nutritionnel des enfants s'améliore grâce à un régime alimentaire diversifié basé sur des produits disponibles localement, associé à de bonnes pratiques en matière d'hygiène et de santé. Les pères, les grand-mères et les grand-pères ont été encouragés à participer à ces sessions, car ils jouent un rôle important dans le soutien familial et la prise de décisions. Chikonde Ndengu, un grand-père âgé de 79 ans qui a participé aux sessions a noté : « J'ai vu maintenant dans le village que les mères donnent aux enfants des bouillies enrichies qui contiennent différents aliments, comme des légumineuses ou des arachides, des légumes feuillus et des œufs; les enfants prennent du poids et ne sont pas souvent malades. Je me suis aussi rendu compte que si je mange bien, je me sens plus fort et je ne tombe pas malade aussi souvent ».

## Promoteurs communautaires de la nutrition

Les sessions d'éducation nutritionnelle ont été facilitées par des personnes en binôme mixte (homme et femme « promoteurs communautaires de la nutrition », un « agriculteur chef de file » et un « agent de santé communautaire bénévole » du secteur de la santé) afin d'assurer une collaboration intersectorielle. Le matériel d'information, d'éducation et de communication utilisé dans les sessions est une adaptation d'outils de l'UNICEF sur l'alimentation des enfants en Afrique et porte sur toute une gamme de sujets: aliments nutritifs, diversité du régime alimentaire, préparation des aliments, eau, assainissement et hygiène, ainsi que les premiers signes des maladies de l'enfance.

À ce jour, les sessions d'éducation nutritionnelle ont permis de toucher près de 11 000 bénéficiaires, dont 9 000 couples mère/enfant et plus 2 000 pères, grand-mères et responsables locaux appartenant à 330 villages des districts de Kasungu et de Mzimba. Les entretiens menés avec des mères de famille ont montré qu'elles connaissaient les avantages de la bouillie enrichie et que les démonstrations culinaires participatives leur avaient permis de mettre en pratique leurs connaissances.

Dans une discussion de groupe, des mères de famille ont observé : « il y a des choses que nous ne savions pas avant; nous préparions la bouillie avec de la farine de maïs raffinée, ce qui n'était pas sain pour nos enfants. Mais nous avons découvert à l'école les différentes bouillies ». De la même façon, les pères de jeunes enfants d'un autre village ont appris plusieurs recettes de bouillies enrichies utilisant des patates douces, des petits poissons, des légumes et des œufs.

## Lier l'agriculture et l'éducation nutritionnelle

Les participants aux sessions d'éducation nutritionnelle ont aussi bénéficié d'interventions dans le domaine de la sécurité alimentaire. Il s'agissait pour les agriculteurs d'acquérir des connaissances et compétences pratiques sur les activités génératrices de revenus, l'assainissement, l'irrigation et la culture de différentes plantes, ainsi que sur la distribution de semences, comme le manioc, la mangue, la goyave, la nêfle du Japon, les légumes feuillus, les tomates, les pois à vache et le soja, sur le petit élevage (volaille) et les vaches laitières. Ces interventions ont permis d'augmenter les disponibilités des ménages en aliments de base, légumes, fruits, légumineuses, fruits à coque et aliments d'origine animale. L'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages a entraîné des changements de comportements et permis aux personnes qui fournissent des soins de mettre en pratique les compétences nouvelles, et d'utiliser leur propre production agricole pour préparer des repas diversifiés, riches en nutriments pour les jeunes enfants et leur famille.

Grâce à une approche intégrée, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, du développement de l'eau et de l'irrigation et avec le Ministère de la santé, le projet IFSN est parvenu à accroître et à diversifier la production agricole et à améliorer la nutrition des ménages des petits exploitants agricoles.

## \* Pour en savoir plus, contacter :

Ellen.Muehlhoff@fao.org  
Esther.Evang@fao.org  
Theresa.Jeremias@fao.org  
Elizabeth.Westaway@fao.org

[www.fao.org/nutrition/education/infant-feeding/fr/](http://www.fao.org/nutrition/education/infant-feeding/fr/)

Au Malawi, près de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique essentiellement due à une mauvaise alimentation. L'éducation nutritionnelle peut améliorer les habitudes alimentaires des nourrissons et des jeunes enfants, et avoir un effet positif sur la santé et le bien-être des membres des ménages.

Joyce Mvula, une mère de famille de 38 ans du district de Kasungu, avait l'habitude de donner à sa fille une simple bouillie liquide. Grâce aux sessions d'éducation nutritionnelle organisées au niveau des communautés dans le cadre du projet IFSN, elle a compris que l'alimentation complémentaire était importante et qu'il fallait ajouter des ingrédients nutritifs à l'alimentation des enfants. « Depuis que je nourris ma fille avec de la bouillie enrichie, les choses ont changé et elle n'est tombée malade qu'une seule fois, et c'était le paludisme », a-t-elle déclaré. La vie de Joyce aussi s'est améliorée : « J'ai maintenant plus de temps pour mes activités agricoles, alors qu'avant j'allais souvent au centre de santé pour obtenir des soins médicaux et je n'avais pas le temps de m'occuper de la ferme ».



# Guinée-Conakry | Mécanisation des tâches traditionnelles pour lutter contre la pauvreté rurale

Afin de réduire l'extrême pauvreté qui accable la région forestière du pays, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a entrepris l'installation de plateformes multifonctionnelles (PTF) dans différentes communautés. L'ONG Pride/Guinée a contribué à consolider les résultats acquis grâce aux plateformes et à en assurer la durabilité. Cela a été fait par l'encadrement et l'appui aux responsables des PTF afin d'améliorer leur autonomie.

De 2010 à 2013, grâce au Programme d'Appui à l'Accélération de la Croissance Inclusive en Guinée (PAACIG), appuyé par le PNUD et avec la participation de plusieurs acteurs locaux, 17 plateformes multifonctionnelles (PTF) ont été installées dans autant de villages des territoires de Lola, N'Zérékoré, Macenta, Guéckedou, Beyla, Yomou et Kissidougou.

Les plateformes multifonctionnelles consistent en un châssis comprenant un moteur qui fournit de l'énergie à divers équipements comme un moulin, une décortiqueuse, des postes de soudure et une presse. Grâce à la mécanisation des tâches traditionnelles menées par les femmes, comme le concassage et le broyage, les PTF permettent d'alléger le travail de celles-ci et d'augmenter la production agricole à valeur ajoutée.

En outre, grâce à la présence d'alternateurs électriques, de chargeurs de batterie et de pompes, ces Plateformes permettent de distribuer de l'eau et de l'électricité au sein des communautés dans lesquelles elles sont installées. Ainsi, la force motrice fournie par ces machines, au-delà de l'allègement de la pénibilité des travaux, constitue une source d'énergie considérée comme un apport précieux aux activités génératrices de revenus, avec un effet multiplicateur sur les infrastructures communautaires à caractère prioritaire (santé et assainissement, hydraulique, éclairage).

Dans le cadre du Programme PAACIG et de l'utilisation de ces Plateformes, l'ONG locale Pride/Guinée a mené des interventions spécifiquement axées sur le renforcement des capacités des femmes des villages ciblés. Les participantes aux formations dispensées par l'ONG ont appris à utiliser et maîtriser les PTF, notamment pour tout ce qui concerne la transformation des produits agricoles tels que le riz, le manioc et le maïs. Cela a permis à ces femmes de se libérer de corvées longues et pénibles et de générer des revenus supplémentaires, ce qui a amélioré leur reconnaissance et responsabilité sociale et économique.



Durant une séance de formation sur l'utilisation d'une plateforme multifonctionnelle.

## Un développement économique et social des communautés

De façon plus générale, la mise en œuvre des activités par l'ONG Pride/Guinée a donné lieu à d'importants effets dans les 17 communes rurales de la région qui ont bénéficié des plateformes multifonctionnelles.

Aujourd'hui, l'ensemble de la population des territoires de N'Zébela peut profiter de l'électricité générée par le travail mécanique des machines et on estime que l'exploitation du mini-réseau électrique a produit un bénéfice brut de presque 1 400 000 francs guinéens (184 USD) dans le même village. On estime que les revenus annuels engrangés grâce à l'utilisation de ces plateformes s'élèvent à 244 800 000 francs guinéens (32 000 USD) pour l'ensemble des communautés ciblées.

L'impact des plateformes multifonctionnelles sur les populations locales se traduit aussi par un renforcement du tissu économique local. Les plateformes ont contribué à améliorer la qualité de vie des communautés grâce à

plusieurs facteurs : l'accès des populations défavorisées à la force motrice et à l'électricité, le développement de capacités techniques et organisationnelles des bénéficiaires, la création d'emplois et l'accroissement des capacités locales en matière de gestion des systèmes et infrastructures d'allègement et d'électrification (les plateformes et les infrastructures qui y sont corrélées sont souvent entretenues par des artisans locaux).

Ces résultats mettent en évidence le fait que les interventions de développement local visant à libérer les femmes des tâches les plus lourdes, rejaillissent sur l'ensemble des communautés, avec des effets positifs en termes d'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale.

### \* Pour en savoir plus, contacter :

François Lama,  
Représentant Régional Pride/Guinée N'Zérékoré  
lflama20@yahoo.fr

# Guinée-Conakry | Des informations sur Ebola qui sauvent la vie

Depuis mars 2014, la République de Guinée fait face à une épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola. Malgré un ralentissement du nombre de cas en début d'année, l'épidémie persiste encore. Selon un bilan fourni par la Coordination nationale de lutte contre la maladie, le pays a enregistré 3653 cas, dont 2426 décès. L'épicentre reste la région forestière, dans le sud du pays, où l'ONG Pride/Guinée mène des actions d'information et de sensibilisation dans les communautés rurales.

Les campagnes d'information en milieu rural – quand elles ont été bien menées, se sont avérées extrêmement efficaces, en particulier en cas de contagion dans de petites communautés isolées. Des informations fiables sur la maladie et ses modes de transmission, ainsi que sur les comportements à risque permettent aux populations locales d'éviter la diffusion du virus.

L'ONG Pride/Guinée a entamé, avec l'appui technique et financier du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), la mise en œuvre du projet « Sensibilisation des communautés pour la lutte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola » dans les préfectures de N'Zérékoré, Lola et Yomou en Guinée forestière. Le programme a principalement ciblé les jeunes (filles et garçons), les femmes et les leaders dans les communautés, pour qu'ils puissent non seulement se préserver contre la maladie, mais aussi devenir eux-mêmes des personnes ressources afin d'informer les autres membres des communautés sur l'épidémie d'Ebola par la sensibilisation et la formation.

Les activités envisagées par l'ONG ont été réalisées à trois niveaux : tout d'abord, des animateurs communautaires ont été formés. A cet effet, des sessions de formation ont été organisées à l'école des soins de santé secondaire de N'Zérékoré, à l'hôpital préfectoral de Yomou et à l'école primaire de Tighenbo. Les sessions ont porté sur les modes de transmission et de prévention de la fièvre hémorragique et ont regroupé un total de 180 participants, dont 82 femmes.

Une autre stratégie choisie par l'ONG Pride/Guinée a consisté à sensibiliser la population en faisant du porte-à-porte et à distribuer du chlore et des savons. Cette sensibilisation de proximité a été réalisée par 90 équipes de 2 personnes dans les quartiers de la commune urbaine de N'Zérékoré, de la commune urbaine de Lola et les districts rattachés, les trois quartiers de la commune urbaine de Yomou et ses districts rattachés, et enfin dans tous les villages de la commune rurale de Banié (Préfecture de Yomou).



Une session de sensibilisation sur les modes de transmission et de prévention d'Ebola.

© FAO/James Zingesser

Dans l'optique d'élargir la stratégie de diffusion des messages de sensibilisation, des réunions communautaires ont été organisées afin que toutes et tous puissent partager, adapter et discuter les informations reçues sur la maladie et ses modes de transmission. Toutes ces réunions ont été organisées par une équipe composée de personnes ressources (un superviseur, un religieux, le sage de la localité et l'autorité locale - le Maire ou le chef de village), avec l'appui des animateurs communautaires de ces localités.

Au total, presque 24 000 ménages (environ 228 000 personnes) de trois communes urbaines (N'Zérékoré, Lola et Yomou), ainsi que des communes rurales de Banié, Péla, Diécké, Gouécké, Samoé, Soulouta, Yalenzou, Guéasso, Kokota, N'Zoo et Lainé, ont été sensibilisés. Les communautés, en outre, peuvent désormais compter 180 animateurs communautaires (dont 82 femmes) formés sur les moyens de riposte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola. Enfin, environ 13 000 conducteurs de taxis-motos et de transporteurs

routiers, dont presque 3 000 femmes, ont été sensibilisés à travers la communication pair à pair.

Le soutien de l'UNICEF, en tant que partenaire financier, l'implication des autorités politiques, administratives et sanitaires locales, ainsi que la collaboration étroite avec les médias locaux et d'autres ONG sur place, ont été essentiels pour la planification et la mise en œuvre de cette campagne de sensibilisation qui a conduit à un arrêt de la propagation du virus dans les régions concernées.

Aujourd'hui, l'ONG Pride/Guinée est membre de la Commission communication au sein de la Coordination Préfectorale de riposte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola, dans les préfectures de N'Zérékoré, Lola et Yomou.

✳ Pour en savoir plus, contacter :

François Lama,  
Représentant Régional Pride/Guinée N'Zérékoré  
lflamazo@yahoo.fr



# Afrique de l'Ouest | Réponse au VIH/SIDA pour et avec les communautés de pêche

Un programme de la FAO est en première ligne dans le Corridor Lagos-Abidjan (Nigéria-Côte d'Ivoire) pour aider les communautés de pêcheurs à lutter contre les maladies sexuellement transmissibles. Ce programme, financé par l'OFID, le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international, œuvre également au renforcement de la coopération entre les organisations régionales de pêche et différentes initiatives nationales et internationales de santé afin d'améliorer dans ces communautés les services de santé reproductive, notamment en ce qui concerne le VIH/SIDA.

Tout au long du Corridor Lagos-Abidjan, les communautés de pêcheurs, les sites de débarquement et les marchés de poisson sont connus pour être des lieux hauts en couleurs: bateaux, drapeaux et foules de gens se pressent autour du poisson à vendre. Il s'agit souvent de communautés multiethniques, avec une présence importante de jeunes et un grand nombre de pauvres en quête d'un revenu quotidien dans l'économie locale. De plus, la population locale a des contacts étroits avec les groupes extérieurs qui passent dans le corridor. Ces groupes sont composés de travailleurs sexuels, de camionneurs, de porteurs et d'hommes en uniforme et sont considérés à haut risque par les organismes qui s'occupent du VIH/SIDA.

En qualité de spécialiste du secteur de la santé, Setho Hugues explique que: «Le défi pour un spécialiste de la santé qui travaille dans le secteur de la pêche, c'est d'établir des liens entre les risques et les dangers dans la profession, les modèles traditionnels de masculinité et de féminité dans les communautés et les problèmes de santé reproductive. Les principaux problèmes rencontrés dans les communautés de pêcheurs sont le nombre élevé de migrants et la grande mobilité, la lourde charge de travail et la forte influence que les aînés exercent sur les jeunes ».

## Approche inclusive pour l'autonomisation des jeunes et des femmes

Dès le début, le Programme de la FAO a identifié un certain nombre de questions importantes, à savoir: normes socioculturelles différentes (divers groupes ethniques et nationalités); rôles distincts des femmes et des hommes dans les activités pendant et après pêche, lesquels contribuent à la pratique du sexe transactionnel (sexe en échange de poisson ou de services); nombre élevé de femmes divorcées; promiscuité sexuelle constituant un comportement à risque majeur; et influence du modèle de masculinité sur les relations.

À travers l'adoption de deux approches spécifiques intitulées 'License Plus' et 'Value chain Plus', le programme a prévu la collaboration

des propriétaires d'embarcations, des intermédiaires et des ramasseurs tout au long de la chaîne de valeur du poisson afin de sélectionner de jeunes pêcheurs, parmi les équipages et les équipes de commercialisation, dans le but de leur donner une formation de pairs éducateurs.

Les deux approches sont axées sur des interventions techniques et sur la prévention. Sont ainsi associées des activités de diversification des moyens d'existence et de modernisation de la chaîne de valeur avec des services, comme la sensibilisation de masse, la distribution de revues pour les jeunes, comme «Amour et Vie», le soutien à des clubs de jeunes, le dépistage du VIH/SIDA et des conseils en la matière, le dépistage des infections sexuellement transmissibles et le planning familial.

Grâce à ce programme, 142 pairs éducateurs (35% de femmes; 65% d'hommes) ont reçu une formation. Les jeunes et les femmes sont maintenant considérés comme des acteurs clés dans le Corridor Lagos-Abidjan. Des acteurs qui informent les communautés de pêcheurs sur les infections sexuellement transmissibles, qui ont les compétences nécessaires pour transformer les comportements et renforcer les connaissances, la résilience et la résistance de leurs pairs.

## Résultats encourageants

Des données relatives à l'impact du programme ont été collectées dans le cadre d'une enquête qualitative récemment menée.

Marie, deux fois divorcée et mère de cinq enfants, est l'une des paires éducatrices: «License Plus a amélioré notre santé. Il y a encore des gens qui refusent d'acheter des préservatifs, mais de nombreuses femmes viennent avec moi en acheter le soir. J'ai aussi remarqué que l'une des paires éducatrices, qui avant ne parlait pas en public, interpelle maintenant les participants dans nos réunions. License Plus a vraiment changé la manière dont nous percevons notre vie. Si je peux aujourd'hui manger et vivre avec une personne malade du SIDA et l'aider, c'est grâce à License Plus ».



Jeunes pêcheurs au port de Lomé.

Les principaux avantages attestés par les femmes et les hommes se situent à plusieurs niveaux. Au niveau individuel d'abord, avec une amélioration de la santé, de l'estime de soi et des revenus issus de la commercialisation des produits. Au niveau du groupe, ensuite, avec un meilleur accès à l'information et au savoir, aux conseils pour les jeunes qui migrent et qui sont mobiles, une plus grande ouverture d'esprit pour parler de pratiques sexuelles sans risque et une moindre stigmatisation. Enfin, au niveau de la communauté, on note une diminution de l'incidence du paludisme et des diarrhées, l'accès à des services mobiles de qualité, une diminution des grossesses non désirées chez les adolescentes et l'accès des femmes pauvres aux services de planning familial, réduisant le risque de mortalité maternelle.

Au niveau national, la mise en œuvre du programme a été rendue possible grâce au dynamisme des départements de pêche et des organes fédérateurs de la pêche. Des plateformes d'échange avec les partenaires et les principales parties prenantes ont été établies. Cette interface est institutionnalisée au Bénin, au sein du Comité de la santé de la Fédération nationale des pêches maritimes.

## \* Pour en savoir plus, contacter:

Katrien Holvoet,  
Coordnatrice du Programme « Réponse stratégique au VIH/SIDA au profit des communautés de pêcheurs en Afrique »  
Katrien.Holvoet@fao.org

# Sénégal | Des jeunes à l'école du genre, l'expérience de Baamtaaré Sukabé Guédé

A Guédé, dans le Nord du Sénégal, la création d'un groupe mixte de jeunes chargé de mener une campagne de sensibilisation sur le SIDA et le paludisme dans toute la région de Saint Louis a marqué un tournant aux multiples enjeux pour la population du village. Grâce à l'appui de l'ONG Enda Pronat, ce qui était une simple association culturelle de jeunes hommes et femmes devient peu à peu un exemple vertueux, non seulement pour le développement économique local, mais aussi pour l'intégration des thématiques liées au genre dans les pratiques économiques.

Le Fouta est une province «Hal Poular» du Sénégal, fortement islamisée et socialement hiérarchisée. Ici, malgré les moyens modernes de communication, l'éducation des filles et l'intervention de différents programmes et projets, les femmes restent confinées au foyer et les jeunes filles sont encore données précocement en mariage.

Dans la région, les quelques changements visibles au bénéfice des femmes se manifestent par leur plus grande participation à la vie publique (prise de parole, participation aux réunions) et leur implication dans des activités génératrices de revenus.

Gagner de l'argent peut être un moyen de réalisation personnelle, un moyen de «ne plus dépendre totalement du mari». Certaines des femmes arrivent non seulement à couvrir les

dépenses quotidiennes, mais aussi à investir en achetant du bétail, par exemple. Néanmoins, leur statut n'évolue pas pour autant dans cette région où l'autorité du mari reste très forte, surtout en ce qui concerne la gestion des revenus, même lorsque ces derniers sont principalement destinés à couvrir les besoins de la famille et des enfants.

## La naissance du Baamtaaré Sukabé Guédé

Dans un tel contexte culturel, la naissance d'un groupement mixte d'hommes et de femmes, qui travaille pour le désenclavement de la région et le développement social et économique du village, a marqué un tournant aux multiples enjeux.

En août 2009, des jeunes hommes et des jeunes femmes furent mobilisés pour mener des activités de sensibilisation lors d'une campagne sur

le VIH/SIDA et le paludisme, initiée par des personnalités politiques locales. La campagne de sensibilisation fut un succès, ce qui représenta une source de fierté pour ces jeunes et les encouragea à poursuivre leurs activités.

Les 22 membres du groupe (10 femmes et 12 hommes), issus de milieux sociaux différents, prirent conscience petit à petit de leurs capacités à contribuer au développement de leur localité. Ils décidèrent alors de créer formellement l'association «Baamtaaré Sukabé Guédé» qui signifie «Développement des jeunes de Guédé».

Avec le soutien de personnalités originaires de Guédé et des environs et grâce à leur dynamisme, à leur sérieux et à leur engagement

## Enda Pronat

Partenaire de FAO Dimitra, Enda Pronat est une organisation non gouvernementale créée en 1982 et membre du réseau Enda Tiers Monde. Elle travaille dans le domaine du développement rural durable, en particulier dans tout ce qui a trait à l'agriculture familiale. Partie d'une sensibilisation sur l'utilisation abusive des pesticides dans l'agriculture, le développement d'alternatives aux engrais et produits chimiques dans la production, son action s'est vite étendue à tous les domaines liés à l'agriculture familiale et au développement rural. Ainsi, des thèmes variés sont abordés tels que le foncier, la transformation et la commercialisation des produits, l'appui aux financements, le renforcement organisationnel des fédérations et des femmes, la participation des femmes aux instances politiques de décision, la gestion intégrée des terroirs et la protection des ressources naturelles, la récupération des sols dégradés, etc.





constant, les membres de l'association ont peu à peu gagné la reconnaissance et la confiance des acteurs locaux, dont Enda Pronat.

### L'association se professionnalise

L'introduction d'une dimension économique dans les activités de Baamtaaré Sukabé Guédé a été possible grâce au Projet FSP genre et économie, réalisé avec le soutien d'Enda Pronatm qui a fourni trois types d'appui : l'acquisition d'une décortiqueuse, des formations techniques et en gestion, et des formations sur le genre.

Les formations techniques ont porté principalement sur l'utilisation et la maintenance de la décortiqueuse afin de rendre le groupe plus performant dans la transformation et la vente des produits. D'autres formations ont concerné les principes de base et les bonnes pratiques d'hygiène, ainsi que la méthode HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) qui est l'analyse des dangers et points critiques concernant l'hygiène et la sécurité. L'accent a été mis sur les différentes contaminations possibles et les risques dans le processus de décortication et de transformation du riz.

Enfin, des formations en genre et des visites d'échange ont été menées. Des questions comme celle de l'équité dans le travail et de la collaboration au sein du foyer ont été largement discutées et les formateurs ont, à plusieurs reprises, encouragé les femmes à la prise de responsabilités. Parallèlement aux formations sur le genre, les jeunes ont fait



des visites d'échange avec un Groupement d'intérêt économique (GIE) de transformation de céréales à Dakar. Cela a été l'occasion d'échanger leurs expériences, de découvrir de nouvelles opportunités et d'évaluer leur niveau de compétences et d'organisation.

### La reconnaissance juridique et sociale

Après des mois de travail et à la faveur de l'accompagnement reçu, le groupe de jeunes a évolué vers une formalisation à plusieurs niveaux.

Au plan juridique, l'association s'est convertie en Groupement d'intérêt économique (GIE) et a acquis son récépissé en septembre 2010. Ce nouveau statut l'autorise à mener des activités lucratives, notamment commerciales, ce qu'une fédération ne peut faire par exemple (car ayant le statut d'association). C'est donc en tant qu'acteur de la filière intégrée de transformation et commercialisation du riz ASD (agriculture saine et durable) que le GIE a adhéré à la Fédération Ngataamaré Toro (voir encadré) en 2010.

La reconnaissance juridique a ensuite évolué vers un renforcement social et un positionnement économique dans la filière et dans la fédération. Les responsabilités du GIE sont la transformation du riz paddy, mais aussi la collecte, le tri et la vente d'oignons ASD.

### Le genre dans l'organisation du travail et les revenus

La décortiqueuse a modifié les conditions de travail du groupe. La mécanisation du décortication a supprimé les tâches manuelles pénibles.

Cependant, la grande innovation est la participation des femmes à la phase de décortication, jusque-là réservée aux hommes. En plus de la sensibilité renforcée de ses membres aux questions de genre, le GIE a évolué de manière visible aux plans organisationnel et économique. Il peut aujourd'hui servir d'exemple car certains tabous dans les activités de transformation ont été levés.

Cependant, il y a encore à faire dans la promotion du genre. Les résultats obtenus ont montré la complexité de prendre en compte le genre dans les groupements mixtes, avec la tension entre, d'une part, l'efficacité à court-terme et la rentabilité économique et, d'autre part, la participation effective de tous les acteurs et actrices, ce qui peut nécessiter du temps et des moyens.

La réduction des inégalités passera par un accompagnement plus spécifique des femmes dans des domaines stratégiques, comme les droits des femmes, l'alphabétisation ou encore la confiance et l'estime de soi. Le chemin est encore long mais nul doute que les acquis de ce projet contribueront aux initiatives futures.

### \* Pour en savoir plus, contacter :

Fatou Sow NDiaye  
Chargée de programme Enda Pronat &  
Coordonnatrice du Réseau National Femmes  
Rurales Développement du Sénégal  
fatmagsow@gmail.com

### Baamtaaré Sukabé Guédé et la Fédération Ngataamaré Toro

Le Groupement d'intérêt économique (GIE) des jeunes Baamtaaré Sukabé Guédé s'occupe de la transformation du riz produit par les paysan-ne-s dans les unions locales. Il est devenu membre de la Fédération Ngataamaré Toro en 2010. Cette fédération, située dans la commune de Guédé, rassemble 2600 membres, dont 60% de femmes. Ses membres sont regroupés en GIE de petits producteurs et productrices. Elle a commencé ses activités avec la culture du riz et des oignons et, depuis un an, a entamé une diversification avec la production de légumes (courge, patate, piment et chou), d'arachide, maïs et niébé.

# « Une citadine qui a choisi la campagne »

TINÉ NDOYE, PRÉSIDENTE DU RÉSEAU NATIONAL DES FEMMES RURALES DU SÉNÉGAL

Depuis 1979, Tiné Ndoye est profondément engagée dans l'agriculture biologique durable et les questions de parité hommes/femmes en milieu rural. Aujourd'hui, elle est présidente du Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal (RNFRS). Ce réseau, créé en 2002 avec l'appui, entre autres, de FAO-Dimitra, compte 30 000 membres dans le pays. Nous avons rencontré Tiné Ndoye dans le cadre de l'Exposition Universelle de Milan, où elle se trouvait en tant que membre de la délégation des femmes leaders sénégalaises.

## Pourquoi vous décrivez-vous comme « une citadine qui a choisi la campagne »?

Je suis née à Rufisque, une ville qui fait maintenant partie de la grande banlieue de Dakar, mais mon père était originaire d'un petit village à côté. Quand j'ai décidé d'épouser un agriculteur du village de mon père, j'ai choisi de le suivre. Je suis donc une citadine qui a préféré la campagne à la ville, pour devenir agricultrice et ensuite entrepreneuse dans le secteur d'une agriculture saine et durable. Cela fait 22 ans que je vis au village et que je peux témoigner des difficultés auxquelles les femmes rurales sont confrontées.

Quand je suis arrivée au village, je ne connaissais rien à la terre. J'ai vécu beaucoup de difficultés, notamment parce qu'il avait déjà deux épouses. Le premier jour où j'ai apporté à manger à mon mari aux champs, avec mon enfant sur le dos, je pleurais ! J'ai rassemblé tout mon courage... Je ne voulais pas retourner

en ville et qu'on se moque de moi. C'est pour cela que j'ai décidé de m'engager en faveur des femmes rurales qui avaient des difficultés, qui étaient délaissées et oubliées... Les femmes rurales travaillent du matin jusqu'au soir, du semis à la récolte ; ce sont elles qui font tout et qui se retrouvent ensuite avec les mains vides. C'est cela qui m'a motivée à les aider à s'organiser... Au début un petit groupement jusqu'à arriver à ce réseau (le Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal) pour lequel Dimitra a joué un rôle fondamental.

## Et vous êtes impliquée en politique?

Oui, je l'ai toujours été. Dans ma jeunesse, j'étais présidente de la coordination du Parti Socialiste à Rufisque. Ensuite, j'ai été conseillère dans la communauté rurale de Diender avant de devenir deuxième adjointe au maire du village de Kayar, où je me suis battue pour que le village ait accès à l'eau courante et à l'électricité.

## Y avait-il d'autres femmes en politique à ce moment-là?

Non, j'étais la seule femme et on ne parlait pas encore de parité hommes/femmes au Sénégal. J'étais choquée : il y avait 27 conseillers, dont 26 hommes et moi, seule femme. J'ai commencé à me battre pour regrouper les femmes. J'ai aussi postulé pour être présidente de la communauté rurale.

## Comment avez-vous mobilisé les groupements de femmes rurales afin de créer le RNFRS?

Il y avait déjà des organisations de base et chacune de ces organisations travaillait avec une organisation d'appui. Nous, le groupement dans lequel j'étais impliquée, avions Enda Pronat comme organisation d'appui (voir encadré page 10), avec qui on travaille dans le domaine d'une agriculture saine et durable, notamment sur tout ce qui a trait aux pesticides et autres pratiques agricoles nuisibles. C'est dans la foulée que nous avons décidé de nous organiser en réseau au niveau national. En 2002, nous nous sommes réunies à Thiès, avec l'appui de plusieurs partenaires comme FAO-Dimitra, Enda Pronat, l'Association des maisons familiales et rurales, le Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI), la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS) et Enda Graf et le Réseau RNFRS est né.

« Avant, les femmes rurales n'étaient pas informées de leurs droits, certaines ne savaient même pas qu'elles en avaient ! »



© Elhane Najros



### Comment le réseau est-il organisé?

Le réseau compte 30 000 membres, répartis dans les 14 régions. Il s'agit de 30 000 membres individuels, mais qui font partie de fédérations, unions, associations, organisations et coopératives, qui sont à la fois féminines ou mixtes. Dans chaque région, il y a un point focal et une organisation d'appui qui accompagne les membres. De cette façon, le RNFRS dispose d'une structure bien organisée et soutenue. Avant de créer le réseau, on avait fait un état des lieux dans les différentes régions pour rassembler toutes les femmes rurales.

### Quels sont les défis principaux rencontrés par les femmes rurales?

Dès 2002, un certain nombre de difficultés ont été identifiées, notamment le fait que les femmes rurales n'étaient pas informées de leurs droits; certaines ne savaient même pas qu'elles en avaient! En ce qui concerne l'accès à la terre par exemple, ce n'est ni la religion, ni la loi qui affirment que les femmes ne peuvent y avoir accès comme les hommes, c'est la tradition. On a donc compris qu'un défi essentiel est l'accès des femmes à l'information et à la communication et qu'il fallait travailler sur cet aspect. Dans ce sens, la collaboration avec Dimitra a été précieuse: nous avons organisé ensemble un atelier sur l'accès à la terre à Thiès en 2002, et un autre à M'bour en 2008. D'autres rencontres et ateliers se sont ensuite focalisés sur les techniques de communication, de plaidoyer et négociation, sur l'accès au micro-crédit, l'allègement des tâches des femmes au sein des ménages, le concept de genre et la parité hommes/femmes.

### Quelle est la situation actuelle du Sénégal en ce qui concerne l'accès des femmes à la terre?

Il y a une réforme foncière en cours qui prend en considération les besoins de toutes et tous. Il y a dix ans, l'un des défis principaux était le manque d'information, mais aujourd'hui il n'y a pratiquement plus aucune femme rurale qui n'est pas au courant de ses droits concernant la terre. Il s'agit d'une égalité inscrite dans la loi et qui existe dans la réalité.

### Quels sont les objectifs du Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal?

Notre premier objectif est de donner une meilleure visibilité aux femmes rurales et de contribuer à leur autonomisation, ce qui se traduit aussi par une meilleure représentation au sein des organes institutionnels. Grâce au travail inlassable mené à travers le RNFRS, nous avons obtenu des résultats exceptionnels.

En 2013, le Président de la République du Sénégal a attribué 120 sièges aux organisations professionnelles et de femmes du Sénégal au sein du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE). Il y avait des critères précis et seuls le Réseau RNFRS et la Fédération des Associations des Femmes Sénégalaises (FAFS)



ont été retenus. Maintenant, je suis Conseillère économique, sociale et environnementale au CESE et également membre de l'Observatoire National de la Parité hommes/femmes.

### Est-ce que votre famille vous a soutenue, surtout quand votre rôle politique devenait plus important?

Oui... La politique n'est jamais facile, surtout quand on est une femme. Vouloir avoir une voix est difficile. Mais mon mari et ma famille m'ont toujours soutenue et c'est pour cela que je n'ai jamais eu peur.

### Comment est-ce que vous voyez l'avenir des femmes rurales au Sénégal?

Les femmes rurales de mon pays ont le soutien du gouvernement. Une politique nationale est en œuvre pour leur émergence, avec le soutien fort du Président de la République. A ce titre, nous pouvons nous dire satisfaites.

### Qu'est-ce que vous pensez de votre présence ici à l'Exposition Universelle de Milan?

Je suis ravie, c'est grâce au soutien de partenaires internationaux comme Dimitra que j'ai pu être reconnue et avoir la chance de représenter les femmes rurales du Sénégal dans des événements comme celui-ci. Même si Dimitra n'est pas impliqué dans ma venue à Milan, je remercie le programme Dimitra de la FAO avec qui il y a une confiance qui s'est créée sur la durée.

### Quels conseils donneriez-vous aux lectrices et aux lecteurs du Bulletin Dimitra?

J'espère tout simplement que le programme Dimitra va continuer à soutenir l'autonomisation des femmes rurales, vu tous les résultats obtenus dans la région où je travaille et ailleurs. Un point très important est de travailler avec

« Les femmes rurales travaillent du matin au soir. Ce sont elles qui font tout et qui se retrouvent ensuite avec les mains vides. C'est cela qui m'a motivée à les aider à s'organiser ... »

les hommes. Si on veut obtenir des résultats il faut absolument les impliquer. Ce qui est bon pour les femmes est bon pour les hommes. Aujourd'hui, parmi les 30 000 membres du Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal, il y a même des associations mixtes et composées d'hommes. Je trouve cela extraordinaire!

✳ Pour contacter le Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal:

Tiné Ndoye  
tinendoye@yahoo.fr

# Expo Milan 2015

## « Nourrir la planète, Energie pour la Vie »



L'Exposition universelle, qui se tient à Milan (Italie) jusqu'en octobre 2015, offre une occasion unique à plus de 140 pays de montrer leur savoir-faire technique en matière de sécurité alimentaire. Des solutions devant garantir une alimentation saine, sûre, suffisante et durable seront présentées aux 20 millions de visiteurs attendus.

« Nourrir la planète, énergie pour la vie » est le thème principal de l'Expo Milan 2015. Cet événement offre l'occasion de réfléchir aux contradictions de notre monde et de trouver des solutions pour les surmonter. Un nombre considérable de personnes sont confrontées quotidiennement au drame de la faim (on estime à 870 millions les personnes sous-alimentées au cours de la période 2010-2012), alors que de nombreuses autres meurent à cause d'infections liées à une mauvaise nutrition ou à une alimentation trop abondante (environ 2,8 millions de décès pendant la même période sont liés à l'obésité et au surpoids). Qui plus est, environ 1,3 milliard de tonnes de denrées alimentaires sont gaspillées chaque année.

La participation des Nations Unies à l'Expo 2015 est coordonnée par les organismes ayant leur siège à Rome: la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Ces efforts conjoints sont la meilleure façon de démontrer aux visiteurs de l'Expo – et au monde entier – que la faim peut être éradiquée si nous travaillons main dans la main pour 'faire partie de la solution' (Initiative « Défi Faim Zéro »).

Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a invité tous les pays à adopter l'initiative « Défi Faim Zéro », et à mettre définitivement un terme à la faim d'ici 2025: « Nous pouvons le faire, nous pouvons transformer en réalité notre vision d'un monde où règne une sécurité alimentaire durable, et nous pouvons y arriver en travaillant ensemble; les gouvernements, les Nations Unies, les organisations de la société civile, le secteur privé et les citoyens. Ensemble, nous pouvons changer les choses ».

### Expo Milan 2015 récompense deux projets de sécurité alimentaire de la FAO

Deux projets de la FAO ont remporté un prix à l'Expo Milan 2015 pour les meilleures pratiques de développement durable dans le cadre de la plateforme Feeding knowledge. Cette initiative visait à identifier, collecter, promouvoir et faciliter les meilleures pratiques de sécurité alimentaire ayant eu un impact sur le plan des disponibilités alimentaires, l'accès à la nourriture et l'utilisation des denrées alimentaires.

### Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants agricoles coopératives (IARBIC) au Niger

Mis en œuvre par la FAO et le Ministère nigérien de l'agriculture, IARBIC est un programme d'intensification agricole d'une durée de 5 ans, axé sur le renforcement des boutiques d'intrants coopératives. La stratégie de cette initiative consistait à renforcer les capacités des associations d'agriculteurs/trices à gérer efficacement un réseau de boutiques d'intrants et de les organiser collectivement afin de fournir aux petits agriculteurs/trices les moyens de production dont ils/elles ont besoin pour améliorer les rendements.

Durant sa phase de mise en œuvre, IARBIC a contribué à renforcer les rendements, les hausses atteignant jusqu'à 100 pour cent dans la moitié des villages ciblés. Il a aussi apporté aux agriculteurs/trices toute une gamme de compétences pratiques, allant des techniques agricoles à des connaissances de gestion et de comptabilité. Le programme a aussi encouragé des formules innovantes de micro-crédit, comme par exemple un système de crédit sur inventaire, connu sous le nom de « warrantage »; dans le cadre de ce système, les

agriculteurs stockent une partie de leur récolte et l'utilisent comme caution pour obtenir un prêt bancaire. Le crédit leur permet ensuite d'acheter des intrants pour la prochaine campagne de semis, ou d'entreprendre des activités génératrices de revenus complémentaires.

### Éradication de la mouche tsé-tsé dans les Niayes (Sénégal)

Après un programme d'éradication de quatre années comportant des techniques nucléaires, la région des Niayes au Sénégal est presque complètement débarrassée de la mouche tsé-tsé (*Glossina palpalis gambiensis*). Cette mouche est connue pour transmettre la « trypanosomiase » ou « nagana », l'une des maladies du bétail les plus dévastatrices en Afrique subsaharienne.

Des efforts devant être poursuivis pour éradiquer définitivement la mouche tsé-tsé, le Sénégal a travaillé en étroite collaboration avec la FAO et les partenaires, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la Direction des Services vétérinaires et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, ainsi que l'Institut sénégalais de recherche agronomique afin d'intégrer une technique de contrôle des naissances chez les insectes qui stérilise les mouches mâles et réduit la population des mouches au fil du temps. La principale innovation de ce programme résidait dans l'application généralisée de principes scientifiques pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie d'éradication respectueuse de l'environnement et visant à assurer le développement durable des petites communautés rurales.

### Expo 2015 place les femmes sous les feux des projecteurs

L'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes pour le développement rural ont occupé le devant de la scène à l'Expo Milan 2015. La FAO a partagé l'expérience et les connaissances acquises en matière de mise en œuvre de politiques et de programmes de développement agricole durables, adaptés aux spécificités de chaque sexe et qui contribuent à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Afin de renforcer le rôle des femmes dans l'agriculture, la FAO, le PAM et le Conseil international ont lancé Women for Expo Alliance – une initiative qui réunit des femmes venant de tous les milieux dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.

#### \* Pour en savoir plus :

[www.expo2015.org/](http://www.expo2015.org/)  
[www.un-expo.org/fr](http://www.un-expo.org/fr)

IARBIC

[www.fao.org/news/story/fr/item/179019/icode/](http://www.fao.org/news/story/fr/item/179019/icode/)

Éradication de la mouche tsé-tsé dans les Niayes  
[www.feedingknowledge.net/02-search/bsdp/6402/en\\_GB](http://www.feedingknowledge.net/02-search/bsdp/6402/en_GB)



# Guinée-Conakry | Femmes et jeunes dans la protection de l'environnement

La dégradation des ressources naturelles dans la région de Kindia, en Guinée-Conakry, a poussé l'Association Guinéenne pour la Promotion de l'Agriculture Biologique (AGPAB) à soutenir davantage les femmes et les jeunes en les impliquant directement dans des projets de formation.

La déforestation, la carbonisation, l'exploitation des carrières et la baisse de fertilité des sols, l'assèchement des cours d'eau qui irriguent les plaines exploitées pour le maraîchage, la production intensive de denrées vivrières et le faible rendement des récoltes sont autant de facteurs qui constituent aujourd'hui une menace pour tous les habitants de la Guinée.

Dans les localités de Koba Pastoria, Koliady, Yogon Tamba et Tabounna, près de la ville de Kindia, à 135 km de Conakry, la pression sur les ressources naturelles est particulièrement préoccupante à cause de l'exploitation intensive des carrières de sable et des mines de charbon qui fournissent en combustible la capitale guinéenne.

## L'initiative de l'association AGPAB

Pour faire face à cette détérioration alarmante de l'environnement, l'Association Guinéenne pour la Promotion de l'Agriculture Biologique (AGPAB) a sollicité une subvention, conjointement à l'Association pour la Protection de l'Environnement (APE), auprès du Programme de micro-financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). La subvention a permis de réaliser des formations pour 50 femmes issues de 15 groupements féminins et de 50 jeunes, entre décembre 2013 et novembre 2014.

Les femmes ont bénéficié de formations sur les techniques de collecte, de tri et compostage tandis que les thèmes abordés pendant les formations pour les jeunes ont porté sur la création de pépinières forestières, le reboisement pour la production du compost et la protection des cours d'eau.

## L'option participative

Les formations conduites par AGPAB dans les localités de Koba Pastoria, Koliady, Yogon Tamba et Tabounna avaient pour but principal de sensibiliser les populations locales et surtout de les amener à diagnostiquer elles-mêmes les problèmes liés à leur environnement et à rechercher ensemble des solutions. Elles s'inscrivent donc dans une dynamique renforçant l'auto-prise en charge des populations, mais également l'implication de celles-ci dans les processus de décisions.



© FAO/Roberto Esiduri

Les actions participatives entreprises ont débouché sur nombreux résultats au bénéfice des femmes et des jeunes, tels que la création de trois compostières; l'achat de petit outillage pour les groupements féminins; des voyages d'échange intracommunautaires; l'achat de quelque 46 000 plants pour la protection de trois têtes de source, la restauration de deux carrières et la préservation de trois forêts communautaires dans les villages de Tabounna, Koba Pastoria et Koliady.

✳ **Pour en savoir plus, contacter :**  
Amadou Diarouga Baldé,  
Président de l'ONG AGPAB, Kindia – Guinée  
diarouga@yahoo.fr

## Pourquoi investir dans les femmes et les jeunes pour le développement local ?

Les femmes rurales et les jeunes sont de véritables piliers pour réaliser les profonds changements économiques, environnementaux et sociaux nécessaires au développement durable. Pourtant, leur accès limité au crédit, aux soins de santé et à l'éducation reste un défi important pour eux, aggravés par les crises économique et alimentaire mondiales et par les changements climatiques. Les femmes et les jeunes constituent la grande majorité de la main-d'œuvre agricole dans le monde entier, leur apport est décisif pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'élimination de la pauvreté, mais ils n'ont qu'un faible rôle dans les processus décisionnels. Leur autonomisation est donc essentielle non seulement au bien-être des personnes, des familles et des communautés rurales, mais également à la productivité économique générale.

# Éthiopie | Les groupes d'auto-assistance, un tremplin pour la participation des femmes rurales à la prise de décision

Les groupes d'auto-assistance se sont révélés être un instrument clé pour le développement participatif des populations locales et l'autonomisation socio-économique des femmes rurales. L'histoire de Mamitu, dans la région Amhara, est un exemple de la manière dont la participation collective s'inscrit au cœur d'un développement durable et constitue une condition nécessaire pour changer les relations entre hommes et femmes.



Scène quotidienne dans un marché de la région d'Amhara.

a pu ainsi réaliser un profit d'environ 48000 Birr (2 300 USD) après remboursement du prêt et déduction du coût des engrais, des semences et de la main d'œuvre.

« Je n'aurais jamais pensé que je pourrais voir un tel changement pour moi et ma famille. J'ai maintenant une vraie maison, avec un sol en béton, une porte en fer et j'ai même des meubles » a déclaré avec fierté Mamitu. Son projet est maintenant d'agrandir la superficie de production des oignons et de louer à ses voisins une parcelle de terre – comme elle faisait avant, quand elle ne pouvait pas cultiver pour son propre compte parce qu'elle n'avait ni les bœufs ni les finances pour le faire.

Le rêve de Mamitu c'est de garantir à ses trois enfants une bonne éducation, en agrandissant son entreprise agricole, et d'assurer à toute sa famille une bonne qualité de vie: « ... après être devenue membre de la Women Support Association, j'ai pu écrire, lire et faire des opérations de calcul. Mais je voudrais en savoir plus. J'aimerais pouvoir aider mes enfants dans leurs études et savoir comment comptabiliser les coûts et les bénéfices de mon entreprise ».

Grâce à sa participation au groupe local d'auto-assistance, les relations de Mamitu avec son mari ont changé: « avant c'est mon mari qui prenait toutes les décisions, comme dans la plupart des communautés rurales en Éthiopie. Maintenant nous sommes égaux ». Elle a aussi expliqué que sa plus grande capacité économique a eu un impact majeur sur son pouvoir décisionnel au sein de la famille et dans sa vie: « Mon mari et moi partageons les difficultés et les joies, nous sommes tous les deux fiers de ce que nous avons réalisé (...) ma capacité de générer mes propres revenus m'a permis de décider sur un pied d'égalité des questions qui ont une incidence sur ma vie (...) Je ne peux que remercier la Women Support Association ».

## \* Pour en savoir plus, contacter :

Martha Nema, Directrice exécutive de Women Support Association (WSA)  
[mulunamartha@yahoo.com](mailto:mulunamartha@yahoo.com)

Dans le petit village de Wacho, Mamitu Gashaw rencontre une fois par semaine d'autres femmes pour discuter de différentes questions, qui vont droit des femmes à leur rôle dans les processus de décision, en passant par l'entrepreneuriat féminin et les stratégies d'adaptation au changement climatique.

Mamitu, 30 ans, est l'une des 20 membres de la Women Support Association (WSA), le groupe local d'auto-assistance, qui est l'unique espace dont disposent les femmes du village de Wacho pour se retrouver, faire entendre leurs préoccupations, exprimer leurs besoins et collecter de l'argent pour des activités génératrices de revenus.

Grâce à sa participation dans l'association WSA au cours des deux dernières années, Mamitu a réussi à économiser environ 20 Birr par semaine (1 USD), pour un total de 1200 Birr (60 USD). Il y a un an, elle a même obtenu auprès de son association un prêt de 1000 Birr (environ 50 USD) pour cultiver des oignons, ce qu'elle n'avait pu faire auparavant en raison du prix élevé des semences.

Cette activité lui a permis de réaliser un bénéfice de 2000 Birr (environ 100 USD) après avoir remboursé le prêt. Motivée par cette réussite inattendue, elle a décidé de demander un nouveau prêt de 2000 Birr, auquel elle a ajouté 1000 Birr venant de ses gains de l'année précédente. Elle a encore une fois décidé de cultiver des oignons, sur une superficie de 0,25 HA, avec son mari. La récolte a été très bonne et les prix étaient élevés au moment des ventes. Le couple





# Cameroun | Miser sur les jeunes pour la relance de l'agriculture

Le rôle unique de l'agriculture dans le développement socioéconomique du Cameroun est reconnu par tous les acteurs de développement. Les efforts de ceux-ci doivent néanmoins être renforcés. L'association Alternatives Durables pour le Développement (ADD) y contribue et met en œuvre des interventions visant à réaliser pleinement le potentiel des jeunes dans l'agriculture.

Face à des besoins sociaux et économiques progressivement plus complexes et aux nouveaux défis tels que les changements climatiques, la pression sur les ressources naturelles, la dégradation et l'appauvrissement considérable des sols et le vieillissement de la main d'œuvre, l'agriculture ne peut plus continuer de reposer sur des modèles traditionnels et nécessite des investissements et des interventions beaucoup plus ciblés et spécifiques. Les jeunes doivent constituer la clef pour la relance du secteur agricole du Cameroun : ils représentent le futur. Toutefois, les jeunes (filles et garçons) sont confrontés à de nombreux défis, parmi lesquels figurent le manque d'accès à la terre, aux services financiers, aux marchés, à l'information, aux connaissances et à l'éducation, et aux instances de prise de décisions. Ces défis touchent particulièrement les jeunes femmes.

## Un espace adapté aux jeunes agriculteurs

Depuis 2007, l'association Alternatives Durables pour le Développement (ADD) travaille sur les questions liées aux jeunes agriculteurs, en particulier sur tout ce qui a trait au renforcement de leurs capacités. Fin 2014, ADD a créé le Centre de Formation des Jeunes aux Métiers Agropastoraux de Mbalmayo (CAPAM), une ville sur les bords du fleuve Nyong, à environ 50 km au sud de la capitale Yaoundé.

Le centre a ouvert ses portes grâce aussi au partenariat développé avec l'ONG belge DISOP (Dienst voor Internationale Samenwerking aan Ontwikkelingsprojecten - Organisation de Coopération Internationale pour des Projets de Développement) qui finance le centre de formation à hauteur de 80 pour cent.

Aujourd'hui, le Centre CAPAM de Mbalmayo compte 26 jeunes, dont 18 garçons et 8 filles entre 12 et 20 ans, engagés dans une formation de trois ans. Les deux premières années se focalisent sur l'agriculture et l'élevage. Ensuite les étudiants se spécialisent dans une des deux matières pour leurs dernières années.

La méthodologie utilisée dans ce centre alterne les cours théoriques en classe et le suivi pra-



Remise des attestations de fin d'année aux apprenant-e-s du centre de formation.

tique auprès d'un producteur en activité et qui sera le référent. La formation suit un canevas bien précis dont le but ultime est de faire des étudiants de vrais entrepreneurs ruraux, à même de pratiquer une agriculture compétitive de deuxième génération, conformément aux intentions des politiques nationales en matière agricole. L'objectif est clairement de fournir des perspectives aux jeunes ruraux et leur permettre de s'épanouir en restant en milieu rural.

## Des formations ouvertes

Afin de promouvoir un encadrement participatif des apprenants avec la communauté toute entière et dans le but d'assurer une autonomie du centre vis-à-vis des financements extérieurs, l'association Alternatives Durables pour le Développement a créé une organisation parallèle. Elle regroupe les parents des apprenants, tous les référents ou maîtres de stages - c'est-à-dire les producteurs extérieurs qui suivent les apprentis - ainsi que toute personne susceptible de contribuer à la durabilité de l'initiative, sous forme de soutien matériel ou financier. Les membres de cette organisation se réunissent régulièrement tous les trois mois pour mobiliser leurs divers apports au CAPAM (argent, idées ou matériel).

Ce modèle de formation basée sur la collaboration avec les acteurs locaux, ainsi que sur des partenariats multiples développés avec des structures pionnières dans le domaine, a ouvert la voie vers l'institutionnalisation du Centre de Formation des Jeunes aux Métiers Agropastoraux de Mbalmayo.

En outre, la reconnaissance imminente du Centre par le gouvernement camerounais permettra aux jeunes formés d'en sortir avec un diplôme officiel et reconnu et leur offrira la possibilité de valoriser leurs compétences, en postulant dans le secteur agricole, en lançant leur entreprise ou encore en poursuivant des formations analogues dans des structures partenaires du CAPAM.

## \* Pour en savoir plus, contacter :

Stanislas Binelli,  
Secrétaire Général Alternatives Durables pour le Développement  
altdur@yahoo.fr

# RD Congo | Vers une autonomisation des jeunes non scolarisées

Dans le territoire de Madimba, dans la province du Bas-Congo, l'ONG locale Levain des masses (LDM) offre un avenir aux jeunes filles victimes de violences sexuelles. L'ONG promeut les droits des femmes et la parité hommes-femmes à travers la réinsertion socioprofessionnelle et économique des jeunes en marge du système éducatif formel. Elle est aussi membre du Réseau Femme et Développement de la province du Bas-Congo, qui fait partie du Comité National Femme et Développement (CONAFED).

Au Bas-Congo, de nombreuses filles sont victimes de violences sexuelles. La plupart des filles doivent interrompre très jeunes leurs études à cause de normes culturelles traditionnelles, qui relèguent la femme à un rôle subordonné dans la société, ou bien pour des raisons purement économiques car la pauvreté empêche à leurs familles d'assumer les frais de scolarité.

Dans ce cadre, les activités de l'ONG Levain des masses se concentrent principalement sur le renforcement des capacités des populations locales à travers des formations spécifiques sur le soin des enfants et les normes et pratiques d'hygiène au sein des ménages.

Cependant, le fer de lance de Levain des masses est un programme qui va plus loin et est spécifiquement conçu pour la réinsertion socio-économique des filles vulnérables. L'ONG est en effet engagée depuis plus de cinq ans dans la lutte contre la stigmatisation et l'exclusion sociale.

## Apprendre des métiers pour combattre l'exclusion sociale

Grâce à ce programme de réinsertion, 45 jeunes femmes et filles qui vivaient des situations très difficiles ont vu leurs conditions de vie et leur avenir s'améliorer. Dans le centre de formation de l'ONG, les femmes ont appris des métiers tels que la coupe et couture, l'informatique, l'art culinaire et la transformation des produits agroalimentaires. Elles peuvent aussi simplement suivre des cours d'alphabétisation. Après leur formation socioprofessionnelle, l'ONG les oriente vers d'autres structures, comme le Centre de Transformation des Produits Agroalimentaires (CETRAPAL) où elles approfondissent par exemple les techniques de conditionnement et conservation des produits agroalimentaires. Celles qui terminent leur formation en coupe et couture sont orientées vers des ateliers dans le cadre de stages qui pourraient déboucher sur un emploi.



Les filles avec leur brevet de fin d'année de coupe et couture.

© Levain des masses

Levain des masses accompagne aussi parfois ces femmes dans la mise en place d'activités génératrices de revenus, avec des projets comme la création d'ateliers de couture, la vente de produits alimentaires dans les marchés, le parking de gros véhicules de transport, etc. Ces projets sont montés individuellement ou en groupe. Un appui technique et en gestion financière leur est accordé durant trois mois afin qu'elles puissent maîtriser leur nouveau métier, gérer les activités économiques et assurer la viabilité.

En outre, en adhérant à Levain des masses en tant que membres effectives de l'organisation, les filles et les femmes peuvent aussi bénéficier des formations organisées sur les droits de la femme, la citoyenneté responsable, la santé environnementale, la santé de la reproduction et planning familial. Ces séances sont généralement programmées une fois par trimestre et permettent de partager les différentes

expériences, et de trouver des solutions aux problèmes rencontrés dans l'exercice de leur métier.

Tous ces efforts ont débouché sur des résultats encourageants pour l'ONG Levain des masses en matière de lutte contre l'exclusion sociale et la stigmatisation des femmes vulnérables ou victimes de violences sexuelles dans la province du Bas-Congo. Même si les défis à relever restent énormes, l'ONG maintient son engagement à contribuer à l'autonomisation de ces femmes à collaborer avec les autorités pour la création d'un environnement qui sécurise les femmes et les filles contre toute forme des violences et leur offre davantage de perspectives d'avenir.

\* Pour en savoir plus, contacter :  
Marie-Josée Mandiangu Kandomba  
Secrétaire Générale de Levain des Masses  
levaindesmasses@gmail.com



# RD Congo | Sécurité alimentaire et droits des femmes au Kasai Oriental

A Kabinda, dans le Kasai Oriental, le REFED (Réseau des femmes et développement) /Kasai Oriental, également membre du Comité National Femme et Développement (CONAFED), œuvre à la promotion de l'approche genre pour le développement durable. Avec l'appui technique de l'ONG belge Le Monde Selon les Femmes, le REFED exécute un programme triennal sur la sécurité alimentaire et les droits des femmes.

Dans la province diamantifère du Kasai Oriental, les conflits fonciers se concentrent surtout là où il y a des intérêts économiques (mines de diamants, ressources naturelles et forêts protégées). Cependant, au-delà des problèmes fonciers, les populations rurales – en particulier les femmes et les jeunes qui travaillent dans l'agriculture vivrière de subsistance – sont confrontées à des difficultés spécifiques dans l'exercice de leur activité agricole. Il existe de nombreux obstacles qui bloquent leur autonomisation, tels que la faible capacité technique dans la production agropastorale, le manque d'intrants agricoles, le faible niveau de structuration des organisations paysannes (OP) et la non-intégration des questions de genre en leur sein et dans les ménages des producteurs. Afin d'aider les populations locales à faire face à tous ces obstacles, le REFED/ Kasai Oriental est engagé dans des activités de renforcement des capacités au niveau local.

## L'approche genre en milieu rural

De manière générale, le REFED intervient sur des questions concernant le rôle des femmes dans l'agriculture, la vulgarisation des techniques agricoles et leur participation dans les instances de prise de décisions. A cet effet, plusieurs clubs d'écoute ont été montés dans différents villages afin de stimuler des discussions sur des thématiques liées aux relations entre hommes et femmes et les difficultés auxquelles les agriculteurs et les agricultrices sont confrontés. Pour ce faire, les clubs ont été dotés de dix postes de radio pour servir des canaux de communication.

Depuis plusieurs années, le REFED/Kasai Oriental fait un travail de sensibilisation et de formation des membres d'organisations paysannes pour le développement de filières sensibles au genre (du manioc, du niébé, de la pomme de terre, du maïs et du haricot).

D'autres interventions concernent l'appui technique aux coopératives agricoles sur la base des principes coopératifs et des principes de bonne gouvernance, y compris le principe de la parité hommes/femmes. Grâce au soutien du REFED, deux coopératives agricoles avec une représentation de 50 pour cent de femmes

au sein des comités de gestion ont été mises en place dans la région. Les résultats de ces formations ont souvent fait l'objet de suivi de tous les partenaires impliqués dans le développement de ce territoire.

## Une approche qui met en avant des couples modèles

En ce qui concerne plus spécifiquement les questions liées à la parité hommes/femmes, le REFED a mis en place un noyau de 20 ménages pilotes sensibles au genre appelés « couples modèles » qui travaillent sur la répartition équitable des tâches entre les hommes et les femmes au sein des ménages, en vue de contribuer à l'allègement des tâches ménagères et des tâches liées à la production agricole pour les jeunes filles et les femmes. Tout cela dans le but de contribuer à accroître le temps à disposition des femmes pour qu'elles puissent mieux participer aux activités de la communauté et à la vie des coopératives.

Enfin, le REFED est toujours en première ligne dans des actions de plaidoyer menées auprès des autorités politico-administratives

et coutumières en faveur de la prise en compte de la dimension genre dans l'attribution des terres et dans la succession. Un exemple est l'organisation de plusieurs manifestations dans le cadre de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale et de la Journée Internationale de la Femme Rurale sous le thème: «Autonomisation des femmes rurales pour le développement de l'agriculture familiale en vue d'accroître la production agricole pour lutter contre la malnutrition et la faim en RDC».

L'autonomisation des femmes agricultrices dans un milieu de fortes tensions culturelles et de conflits fonciers est un processus long et laborieux. Un engagement constant et le concours d'une diversité d'acteurs s'avèrent nécessaires, REFED/Kasai Oriental travaille sans cesse pour y parvenir.

## \* Pour en savoir plus, contacter :

Rodin Muvuyu

Chargé de Programme REFED/Kasai Oriental  
[amec1966@yahoo.fr](mailto:amec1966@yahoo.fr)





© Antonello Prota

# Les Clubs Dimitra en bref

Dans cette rubrique, vous trouverez des informations factuelles sur les activités menées dans les différents projets de Clubs Dimitra.

## NIGER

### Nouveaux Clubs Dimitra

Quelque 30 nouveaux Clubs Dimitra ont été créés dans le cadre du Programme Conjoint pour l'accélération de l'autonomisation économique des femmes rurales (RWEE) au Niger. Ils constituent l'un des points d'entrée principaux de ce Programme conjoint (PAM, FIDA, ONU-Femmes et FAO).

### Forum des Clubs Dimitra sur l'autonomisation économique des femmes rurales et la réduction de la pauvreté

Ce forum s'est tenu à Niamey en février 2015 dans le cadre d'activités liées à la résilience et à la gestion des risques de catastrophes, notamment par des systèmes communautaires d'alerte précoce. Une vingtaine de membres, femmes et hommes, des clubs Dimitra des régions de Zinder, Tahoua et Dosso se sont réunis pour partager leurs expériences et échanger sur les thèmes de la résilience et de la préparation aux risques de catastrophes liées au changement climatique. Les participants ont listé leurs réalisations principales :

Dans la région de Tahoua, les Clubs Dimitra ont :

- confectionné des demi-lunes pour lutter contre la désertification, en vue de restaurer le couvert végétal ;
- mis sur pied un plan annuel de maraîchage pour améliorer la nutrition des communautés ;
- constitué des mini-banques céréalières, comme stratégie de lutte contre les risques d'insécurité alimentaire ;
- construit une voie d'accès vers le marché le plus proche pour écouler plus facilement la production agricole (Kalalé).

Dans la région de Zinder, les Clubs ont :

- cotisé en nature et récolté 550 kg de céréales qu'ils ont mis de côté pour lutter contre l'insécurité alimentaire ;
- soutenu les comités de gestion de plusieurs écoles en aidant à la construction de hangars et de latrines ;
- creusé 10 puits pour faire du maraîchage ;
- collecté des semences d'acacia albida pour reboiser et fertiliser les sols.

Dans la région de Dosso, les Clubs ont :

- implanté un centre d'alphabétisation financé en partie par l'Etat ;
- établi des champs collectifs de riz dont la vente va procurer des ressources financières pour la communauté ;
- fait de la sensibilisation pour scolariser les filles ;
- encouragé une femme leader des Clubs Dimitra à se présenter à une élection pour un poste de conseillère municipale dans la commune de Tanda. Et elle a été élue !

## BURUNDI

### Atelier de lancement

A Ngozi, dans le nord du pays, Dimitra a organisé un atelier de lancement des Clubs Dimitra dans le cadre d'un programme de lutte contre la malnutrition et de renforcement de la résilience des communautés. Etape essentielle dans le processus de création des Clubs Dimitra, l'atelier s'est déroulé en mars 2015 et a rassemblé des membres des 15 Clubs Dimitra de la région, des personnes relais du

projet, des radios, des autorités et d'autres partenaires. Ils ont été informés et sensibilisés à l'approche des Clubs Dimitra. Leurs capacités ont été renforcées sur les principes sur lesquels l'approche est fondée, notamment le genre, la communication participative, la structuration, l'action collective, le partenariat et la mise en réseau. Les participants ont également pu être orientés sur les modalités de fonctionnement des Clubs et sur d'autres éléments pratiques de la vie des Clubs Dimitra.

### Les Clubs en action

Dans la région de Zinder, au Niger, les Clubs font évoluer leurs stratégies pour mieux lutter contre le changement climatique

Le retard des pluies a incité les Clubs Dimitra du village de Gamdou (département de Mirriah) à discuter de nouvelles stratégies nécessaires pour faire face à la sécheresse liée au changement climatique. Les hommes et les femmes des Clubs ont conclu qu'ils dépensent beaucoup de leur énergie pour produire leur aliment de base : le mil. En effet, le mil dépend beaucoup de la pluviométrie et de sa répartition dans le temps et il a besoin de sols riches pour pousser. Les membres des Clubs Dimitra ont donc proposé de s'engager collectivement sur des alternatives adaptées à la situation. Les femmes ont décidé de protéger des espaces naturels aux abords du village où pousse et se développe une plante sauvage, la corète potagère, qui est très prisée pour la sauce partout au Niger. Elles estiment pouvoir en cueillir ensemble de grandes quantités à

mettre sur le marché quand le prix sera haut. Une partie des ressources tirées de cette activité permettra de soutenir les personnes les plus vulnérables de la communauté aux moments les plus critiques.

Les hommes, de leur côté, ont décidé chacun de réserver un coin de leur champ, une superficie déterminée non emblavée afin de favoriser le développement d'une herbe consacrée dans toute la région à l'embouche des animaux. Cette herbe peut se conserver sous forme de foin et elle vaut très cher à certains moments de l'année dans la région de Zinder. Elle sera susceptible de compenser une partie du manque à gagner sur les céréales. Ce sont les hommes des Clubs Dimitra qui vont faucher ce foin et affecteront à leur tour les ressources générées aux mêmes objectifs que les femmes, notamment rendre disponibles des céréales dans le village et soutenir les personnes les plus vulnérables.



## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO | BANDUNDU

### Etat des lieux et sensibilisation

Depuis le début de l'année, une vingtaine de clubs ont été créés dans les territoires de Bagata, Popokabaka, Kenge, Idiofa, Masimanimba et Kikwit dans le cadre du programme UNICEF-FAO « Hommes et femmes, progressons ensemble » visant à réduire les inégalités sociales et économiques entre les hommes et les femmes. Après la réalisation d'un état des lieux qui a permis de faire le point sur la situation des zones cibles en termes de communication participative et de genre notamment, des activités de sensibilisation ont été menées auprès de la population et des acteurs locaux. Les populations des zones cibles se sont montrées très réceptives malgré quelques pesanteurs socio-culturelles. Dans le cadre de la collaboration avec les autorités nationales et provinciales, deux agents de l'état de la Province Orientale, facilitateurs des Clubs dans leur province, ont été mis à disposition par l'Inspection du Développement rural pour plusieurs mois. Ce qui a permis au projet du Bandundu de capitaliser sur les acquis des Clubs Dimitra en Province Orientale et contribué à renforcer les capacités nationales.

### Atelier de lancement

L'atelier de lancement des Clubs Dimitra s'est tenu pendant 5 jours à Kikwit et a réuni 36 participants, dont 17 femmes. Cette étape essentielle a permis de renforcer les capacités des participant-e-s sur les questions de genre, de communication participative en milieu rural, et de mieux comprendre l'approche des Clubs Dimitra.

### Formations décentralisées

Une série de formations décentralisées ont été menées par les agents détachés de Province Orientale dans les six territoires du Bandundu. Ces formations, réunissant des membres des Clubs Dimitra et des leaders locaux (25 personnes par formation) ont abordé les mêmes thématiques que l'atelier de lancement mais avec un aspect pratique renforcé (notamment sur le fonctionnement des clubs et leurs spécificités). Les comités des Clubs Dimitra ont été établis à cette occasion. Les participant-e-s ont fait la restitution auprès des Clubs nouvellement créés.



© Mauro Bottaro

## Clubs Dimitra: Une bonne pratique à la Journée internationale de la femme 2015

### Donner aux femmes les moyens de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le 6 mars, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a accueilli les manifestations célébrant la Journée internationale de la femme, organisées conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Dans le cadre d'un panel de discussion, les Clubs Dimitra ont été présentés comme une bonne pratique contribuant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à autonomiser les populations rurales, les femmes en particulier.

Après cette session, une foire de partage des connaissances a permis de présenter d'autres expériences novatrices contribuant à autonomiser les femmes rurales. La manifestation a connu un vif succès, grâce à la présence de nombreux représentants des Nations Unies, de la société civile et des universités. Plus de 1000 personnes ont suivi les débats retransmis en direct sur le web.

✳ **Pour regarder la vidéo:**  
[www.youtube.com/watch?v=swpm1yjPuko&feature=youtu.be](http://www.youtube.com/watch?v=swpm1yjPuko&feature=youtu.be)

## Vidéo: Accès à l'eau et à la terre Clubs Dimitra au Niger

La vidéo montre comment les Clubs Dimitra de la FAO ont permis d'améliorer l'accès des femmes à la terre et à l'eau au Niger, contribuant ainsi à améliorer la nutrition, la sécurité alimentaire et l'égalité hommes/femmes, et à la réduction de la pauvreté rurale. L'approche des Clubs Dimitra induit des changements de comportement dans divers aspects de la vie quotidienne des personnes, des ménages et des communautés en milieu rural. Pour rappel, les Clubs Dimitra sont des groupes de femmes et d'hommes qui décident volontairement de s'auto-organiser pour discuter des problèmes auxquels ils sont confrontés, trouver des solutions et agir ensemble. Ils facilitent l'autonomisation des populations rurales, en particulier des femmes et des jeunes, pour leur permettre d'améliorer leurs moyens d'existence et d'avoir une influence sur leur propre milieu.

Dimitra réalise actuellement une série de vidéos sur les Clubs Dimitra. L'ensemble des films, tournés en RD Congo et au Niger, seront présentés d'ici fin 2015.

\* FAO, 2015

<https://www.youtube.com/watch?v=r2vNtcgZLMU>

Durée: 6'47



## Cinquante-neuvième session de la Commission de l'ONU sur la condition de la femme

La 59<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme (CSW en anglais) s'est tenue au Siège des Nations Unies à New York, du 9 au 20 mars 2015. Des représentants des États Membres, d'entités des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales (ONG), accréditées par l'ECOSOC provenant de toutes les régions du monde, ont participé à la session.

Cette session a marqué le vingtième anniversaire de la Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995. La session était axée principalement sur la Déclaration et Programme d'action de Beijing, y compris les défis actuels ayant une incidence sur sa mise en œuvre, et sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. La Commission a procédé à un examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration et Programme d'action de Beijing, 20 ans après son adoption à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en 1995. L'examen (Beijing+20) comportait aussi les conclusions de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la première évaluation quinquennale menée après l'adoption du Programme d'action, qui mettait en lumière d'autres actions et initiatives. La session s'est aussi



penchée sur les possibilités offertes dans le programme de développement pour l'après-2015 afin de concrétiser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

\* Pour plus d'informations:

<http://www.unwomen.org/fr/csw/csw59-2015>



# Publications FAO

## Running Out of Time: The Reduction of women's work burden in agricultural production

### Le temps manque: réduction de la charge de travail des femmes dans la production agricole

Sur la base d'une étude documentaire, cette publication examine le problème du manque de temps chez les femmes rurales et ses causes possibles, et donne un aperçu des différentes contraintes qui entravent la réduction de leur charge de travail. Ce document soulève des questions sur l'accès des femmes aux techniques, aux services et à l'infrastructure ainsi que sur la maîtrise par les femmes de leur emploi du temps. Il examine aussi les techniques, les pratiques et les services susceptibles d'alléger la charge de travail qui peuvent aider les femmes à mieux faire face aux demandes émanant des sphères familiales et productives. Les conclusions présentées dans ce document alimentent une série de recommandations à l'intention des décideurs et des partenaires au développement. Une approche tenant compte de la dimension du genre au niveau de la communauté et du ménage est proposée comme une voie à suivre pour permettre aux femmes d'exercer un contrôle accru sur leur emploi du temps.

FAO, 2015  
<http://www.fao.org/documents/card/fr/c/da549560-cd7f-426c-9f6e-7228621cfbf/d>

## L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015 Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux

Le rapport sur L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde fait le point des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de réduction de la faim définis au niveau international dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement et lors du Sommet mondial de l'alimentation. Le rapport présente une réflexion sur ce qui doit être fait pour accompagner la transition vers le nouveau programme de développement pour l'après-2015. Enfin, le rapport examine les progrès réalisés depuis 1990 pour chaque pays et chaque région ainsi qu'à l'échelle mondiale.

FAO, FIDA, PAM, 2015  
<http://www.fao.org/3/a-i4646f.pdf>

## The impact of cash transfers on the economic advancement, decision-making and capacity of women

### L'impact des transferts monétaires sur le progrès économique et la capacité décisionnelle des femmes

On affirme souvent que les programmes de transferts monétaires ont un effet positif sur l'autonomisation des femmes, mais les données disponibles à cet égard sont loin d'être concluantes, en particulier pour ce qui est de savoir si ces transferts renforcent réellement le pouvoir de négociation et la prise de décisions des femmes au sein du ménage. Publié par le programme 'De la protection à la production', ce document d'orientation examine les avantages concrets que les transferts monétaires procurent aux femmes, notamment dans le contexte de l'autonomisation économique et sociale, du pouvoir de décision et de l'estime de soi.

FAO, 2015  
<http://www.fao.org/3/a-i4726e.pdf>



## Ressources

### Rapport annuel du FIDA 2014

Le rapport annuel du FIDA 2014 présente une vue d'ensemble des activités opérationnelles, administratives et financières menées en 2014 et raconte l'histoire de ruraux, femmes et hommes, avec lesquels le FIDA a travaillé. Le rapport note que les femmes représentent maintenant environ 50 pour cent des bénéficiaires des programmes appuyés par le FIDA et comprend notamment des approches qui se sont avérées efficaces pour améliorer l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

FIDA, 2015  
<http://www.ifad.org/pub/ar/2014/ff/print.pdf>

### Progress of the World's Women 2015-2016: Transforming Economies, Realizing Rights

#### Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016: Transformer les économies, faire des droits une réalité

Progrès 2015 puise dans les expériences de ceux qui œuvrent pour l'égalité des sexes et pour les droits des femmes dans le monde. Il fait le rapprochement entre les droits humains et l'élaboration des politiques économiques, et fournit les éléments clés d'un nouvel agenda politique ambitieux, capable de transformer les économies et de faire des droits des femmes une réalité. S'appuyant sur une analyse approfondie et des données solides, ce rapport formule des recommandations clés pour parvenir à une économie fonctionnant réellement pour les femmes et au profit de tous.

ONU Femmes, 2015  
<http://progress.unwomen.org/en/2015/>

### UN Women Evaluation Handbook: How to Manage Gender-Responsive Evaluation Guide d'évaluation d'ONU Femmes: Comment gérer l'évaluation sensible au genre

Il s'agit d'un manuel pratique destiné à aider celles et ceux qui initient, gèrent et/ou utilisent des évaluations sensibles au genre, en offrant des directives, des conseils et des outils pour chaque étape du processus d'évaluation: planification, préparation, réalisation, établissement de rapports, utilisation et suivi de l'évaluation. Ce manuel peut être utile aux

évaluateurs et évaluateuses, professionnel-le-s, particulièrement ceux et celles qui travaillent dans les domaines de l'égalité de genre, de l'autonomisation des femmes et des droits de la personne.

ONU Femmes, 2015  
<http://genderevaluation.unwomen.org/en/evaluation-handbook>

### Objectifs du millénaire pour le développement Rapport 2015

Le présent rapport a été établi à partir d'un ensemble de données compilées par le Groupe inter-institutions et d'experts sur les indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement. Ce Groupe, coordonné par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, a été créé en réponse au vœu de l'Assemblée générale que soient effectuées des évaluations périodiques des progrès vers la réalisation de ces objectifs. Le Groupe est composé de représentants des organisations internationales qui comptent au nombre de leurs activités l'établissement d'une ou de plusieurs séries d'indicateurs statistiques définis pour permettre de suivre ces progrès.

Nations Unies, 2015  
[http://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/pdf/rapport\\_2015.pdf](http://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/pdf/rapport_2015.pdf)

### The Full Participation Report Rapport sur la pleine participation

Les femmes et les filles ont aujourd'hui plus de chances de vivre en sécurité et en bonne santé qu'avant, leurs droits fondamentaux sont maintenant protégés par la loi dans de nombreux pays. Cependant, de trop nombreux obstacles limitent la pleine participation des femmes et des filles. Il n'y a toujours pas de lois protégeant les droits des femmes dans de nombreux pays, et leur mise en application et leur respect laissent souvent à désirer. La Fondation Bill et Melinda Gates et l'initiative No Ceilings de la Fondation Bill, Hillary & Chelsea Clinton ont unis leurs forces pour identifier et mesurer les acquis et les retards en matière d'autonomisation des femmes et des filles ces 20 dernières années.

No ceilings: the full participation project, 2015  
<http://noceilings.org/report/report.pdf>

© **Girls, not brides.**  
**Lessons Learned from Selected National Initiatives to End Child Marriage**

**Filles, pas épouses.**

**Enseignements tirés d'initiatives nationales visant à mettre fin au mariage des enfants**

Le Global Partnership to End Child Marriage (Partenariat mondial pour la fin du mariage des enfants) réunit plus de 500 organisations de la société civile de plus de 70 pays. Son but est d'attirer l'attention sur les effets dévastateurs des mariages précoces en encourageant un débat ouvert, inclusif et éclairé aux niveaux communautaire, local, national et international. Le rapport commence par présenter succinctement les stratégies et les initiatives nationales mises en place dans quatre pays (Égypte, Éthiopie, Népal et Zambie) et résume ensuite les enseignements et les défis qui commencent à se dégager de ces expériences.

The Global Partnership to End Child Marriage, 2015  
<http://girlsnotbrides.theideabureau.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2015/07/Lessons-learned-from-national-strategies-Girls-Not-Brides-July-2015.pdf>

© **Gender and Food Security: Towards Gender-Just Food and Nutrition Security**

**Genre et sécurité alimentaire: Vers une sécurité alimentaire et nutritionnelle juste pour tous, hommes et femmes**

Ce rapport établi par BRIDGE milite en faveur d'une nouvelle compréhension de la sécurité alimentaire tenant compte du genre, en faisant valoir qu'un diagnostic partiel, apolitique et ignorant les spécificités de genre liées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle conduit à des réponses politiques inadaptées et empêche la réalisation du droit à l'alimentation pour tous. À l'aide d'exemples de stratégies efficaces et prometteuses, le rapport suggère que, pour parvenir réellement à la sécurité alimentaire pour tous, les réponses doivent être fondées sur les droits, sensibles au genre et durables sur le plan environnemental.

Institut sur les études du développement, 2014.  
<http://www.bridge.ids.ac.uk/ids-document/A69889?lang=en>

© **Gender equality & women and girls empowerment: considerations for the post 2015 agenda**

**Égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles: aspects à prendre en considération dans le programme de développement pour l'après-2015**

Document de synthèse présenté par le Women's Major Group sur la réalisation des Objectifs de développement durable et le programme de développement pour l'après-2015. Ce document expose la vision et les priorités du Women's Major Group, y compris les thèmes, buts, cibles et indicateurs, relatifs à la réalisation des objectifs de développement durable et du programme de développement pour l'après-2015.

Women's Major Group, 2015  
<http://www.wocan.org/system/tdf/>



© **Advancing gender equality: The co-operative way**

**Promouvoir l'égalité hommes-femmes: l'option coopérative**

Une enquête en ligne réalisée par l'Unité des coopératives de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et par International Co-operative Alliance montre que 75 pour cent des répondants estiment que la participation des femmes dans les coopératives a augmenté ces 20 dernières années. Selon les principales conclusions, les coopératives ont un impact positif grandissant sur les femmes: 80 pour cent des répondants considèrent que les coopératives sont mieux positionnées que les autres types d'entreprises du secteur public ou du secteur privé pour faire avancer l'égalité des sexes.

OIT et International Co-operative Alliance, 2015  
[http://ica.coop/sites/default/files/media\\_items/](http://ica.coop/sites/default/files/media_items/)

© **Faire valoir les droits économiques, sociaux et culturels des femmes**

Guide-ressources pour la promotion des droits économiques, sociaux et culturels des femmes au moyen du Protocole facultatif et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels et International Women's Rights Action Watch—Asia Pacific, 2015  
[https://www.escr-net.org/sites/default/files/faire\\_valoir\\_les\\_desc\\_des\\_femmes\\_french\\_.pdf](https://www.escr-net.org/sites/default/files/faire_valoir_les_desc_des_femmes_french_.pdf)

© **Social protection for maternity: Key policy trends and statistics**

**La protection sociale de la maternité: principales tendances politiques et statistiques**

Ce document d'orientation: i) présente une vue d'ensemble sur la manière dont les prestations en espèces et les services de maternité sont organisés dans 188 pays; ii) analyse les tendances et les politiques récentes, par exemple l'extension de la protection de la maternité dans un grand nombre de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire; iii) décrit les impacts négatifs des mesures de consolidation et d'ajustement fiscal dans les pays à

revenu élevé; iv) présente les coûts d'une prestation universelle pour les femmes enceintes dans 57 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire; et v) préconise l'élargissement de la protection de la maternité afin d'accélérer les progrès dans la réalisation des droits de la femme, améliorer le bien-être des nouvelles mères et promouvoir le développement pour tous et la justice sociale.

OIT, 2015  
[http://www.ilo.org/secsoc/information-resources/publications-and-tools/policy-papers/WCMS\\_366590/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/secsoc/information-resources/publications-and-tools/policy-papers/WCMS_366590/lang--en/index.htm)

© **African Women's Decade 2010-2020: 2014 Annual Review**

**Décennie de la femme africaine 2010-2020: Rapport annuel 2014**

Inspiré par le lancement de la Décennie de la femme africaine en 2010 et par le Programme d'action de Beijing, adopté lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995), qui recommandait la création de mécanismes permettant de suivre l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes, l'examen annuel mené par la Décennie des femmes africaines, Donner sa chance à chaque femme, évalue les progrès, ou leur absence, réalisés pour inclure et promouvoir les droits des femmes aux niveaux national, régional et panafricain.

Make Every Woman Count, 2014  
[http://makeeverywomancount.org/images/stories/documents/MEWC\\_AWDReport\\_2014.pdf](http://makeeverywomancount.org/images/stories/documents/MEWC_AWDReport_2014.pdf)

© **The State of Social Safety Nets**

**La situation des filets de protection sociale**

Depuis dix ans, une révolution est en marche dans les pays en développement et dans les économies émergentes. Les uns après les autres, les pays fournissent systématiquement des transferts non contributifs aux personnes pauvres et vulnérables, afin de les protéger contre les chocs économiques et de leur donner les moyens d'investir dans leur propre avenir et dans celui de leurs enfants. Les statistiques et les analyses présentées dans la Situation des filets de protection sociale 2015 font ressortir cette révolution, et révèlent ses nombreuses dimensions aux niveaux national, régional et international.

Banque mondiale, 2015  
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/22101>

Note : la plupart des publications mentionnées ici sont disponibles gratuitement en ligne (sauf spécification contraire). En cas de difficultés d'accès aux publications sur le site Internet indiqué, il suffit souvent de faire une recherche sur Google.